la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

Numéro 462 — Nouvelle série — Numéro 161

JUIN 1961 — PRIX : 1,50 NF

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois . . . . 8 NF (800 fr.)
Un an . . . . 15 NF (1.500 fr.)

EXTERIEUR

Six mois . . . . 10 NF (1.000 fr.)
Un an . . . . 18 NF (1.800 fr.)

Le numéro : 1,50 NF (150 francs)

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE
Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 462 - Juin 1961

ENTRE NOUS...

Ce numéro de la « R.P. » reste dominé par les « prises de position internationales ». Il est aussi une nouvelle preuve de notre aspiration anti-monolithique, de notre volonté de libre examen.

Il ne s'agit même plus d'un simple débat sur des questions essentielles : le rôle de l'U.R.S.S., la révolution cubaine, la lutte anticolonialiste, le conflit israélo-arabe... nous nous opposons pleinement. Certains d'entre nous souhaitent le contraire de quelques autres. Ce qui nous oblige à répéter qu'aucun d'entre nous n'est qualifié pour engager Le Noyau, sauf bien entendu lorsqu'il s'agit de déclarations ou même de réponses délibérées au sein du Noyau.

Si ces contradictions brutales et irréductibles n'avaient comme avantage que de prouver la confusion actuelle des opinions ouvrières et révolutionnaires, ce serait déjà une révélation utile. A la R.P. on n'a rien à ménager, on s'offre le luxe d'aller jusqu'au bout de sa pensée. C'est souvent pénible et douloureux. Les militants ouvriers peuvent cependant en profiter. Car aucune des idées exposées ici n'est extérieure aux consciences ouvrières. On peut même ajouter qu'elles cohabitent quelquefois dans l'arrière-pensée de la plupart des militants ouvriers. Ils sont nombreux ceux qui sur le problème dominant de notre époque approuvent les critiques les plus violentes de la politique américaine et souhaitent cependant que l'Amérique reste assez forte pour réduire la volonté de puissance des dictatures totalitaires et ménager les libertés relatives du mouvement ouvrier.

Ces discussions ont encore un autre résultat négatif et favorable. Si elles ne sont pas extérieures aux consciences ouvrières, elles engagent des éléments qui ne sont pas nés du mouvement ouvrier. De telles constatations devraient nous obliger à débattre des questions essentielles : c'est-à-dire des intérêts et de la mission de la classe ouvrière internationale, des caractères spécifiques d'une véritable révolution ouvrière. Le terrorisme du F.L.N., les états d'âme de Fidel Castro, les inspirateurs des attentats, les fusées de Khrouchtchev... tout cela peut aboutir à la pire oppression pesant sur la classe ouvrière... rien de tout cela n'engage la volonté propre, l'action indépendante de la classe ouvrière.

Ce numéro de la R.P. contient aussi des examens appréciables des réalités syndicales françaises. Il dépend de nos camarades que ces rubriques et chroniques soient plus étoffées. Il dépend aussi d'eux que la R.P. pénètre plus profondément parmi les responsables et les militants de base des organisations syndicales.

Le Noyau fait vivre la R.P. non pour que ses membres puissent s'y exprimer librement, mais pour que tous les militants syndicalistes aient à leur disposition une tribune franchement et totalement libre.

Il convient de ne jamais oublier cette vérité fondamentale. — R.H.

Le gérant : Roger HAGNAUER. — Editions Polyglottes 232 rue de Charenton Paris

Le congrès de la C. G. T., congrès d'ordre

Un congrès d'ordre, parce que tout y est réglé comme papier à musique. La musique elle-même ne connaît pas de fausses notes. S'il y a quelques notes discordantes, elles étaient prévues par les chefs d'orchestre et elles ne sont là que pour mieux faire ressortir l'harmonie de l'ensemble. Ce qui n'exclut pas le courage des quelques audacieux qui se risquent à les pousser. N'y a-t-il pas davantage d'opposants dans cette confédération monolithique ? Il n'y en a pas davantage qui réussissent à se frayer un chemin jusqu'au congrès.

Première remarque : au congrès du parti communiste qui a précédé de peu celui de la C.G.T., le rapport principal avait été présenté, non par le secrétaire général, mais par un autre dirigeant auquel fut octroyé ensuite le titre de secretaire général adjoint. La traduction est immédiate au congrès de la C.G.T. : Benoît Frachon se réserve le discours de clôture, à l'instar du secrétaire général du parti, et la présentation du rapport est confiée à Léon Mauvais. Celui-ci se contente de trois heures pour le lire. Comment est-il possible de parler ainsi (ou mieux : de lire) pendant trois heures ? C'est une force devant laquelle on se sent petit ! Si le document est écrit, mieux vaudrait sans doute le distribuer préalablement et permettre ainsi une meilleure étude d'un texte d'une aussi belle ordonnance et d'un contenu si riche. Mais ne nous mêlons pas de ces jeux ! Manifestement, nous n'y comprenons rien. Les rites, les lois, les coutumes de ces cérémonies, pour être parfaitement connus, n'en échappent pas moins à la raison commune.

Tout n'est pas mauvais (sans jeu de mots) dans ce rapport. Nous y retrouvons les lignes générales d'un bon programme revendicatif : augmentation des salaires, réduction du temps de travail, allongement des congés payés, abaissement de l'âge de la retraite. Mais cet interminable exposé a un thème principal et les nombreuses interventions qui le suivent ne sont que des variations autour de ce thème : le régime gaulliste est celui du capitalisme monopoleur. Remarquez qu'il serait intéressant d'étudier vraiment comment, en effet, le capitalisme de monopole — qui n'a certainement pas attendu de Gaulle pour se faire sa place au soleil — profite de ce régime fort et démagogique pour asseoir son règne et comment aussi, en dehors de toute question de propriété formelle, la technocratie y fraye son chemin et y prend ses aises. Mais ici tout est faussé par le fait qu'il s'agit non d'étudier et de discuter un problème, mais de confirmer seulement une thèse d'opportunité issue directement des instances du parti dirigeant. Si ça se trouve, au prochain congrès, ou même avant, on parlera d'autre chose.

Le plus curieux, c'est que « L'Humanité » en rendant compte de l'autre congrès, celui de la C.F.T.C., se réjouit fort d'y trouver de nombreux discuteurs et opposants qui n'avalent pas sans broncher la soupe confédérale. C'est tout juste si elle ne dit pas : ah ! voilà des syndicats où l'on discute !

Parlons maintenant des quelques notes discordantes du grand congrès, celui de la C.G.T. Le Brun, le leader « minoritaire » (attention ! les guillemets ne sont pas de nous ; ils sont repris du compte rendu du « Monde ». Au fait, que veut donc dire « Le Monde » avec ces guillemets ?), Le Brun donc fait l'intervention attendue ; il y défend la « planification démocratique » dont on parlera aussi à l'autre congrès. Pour cela, Léon Mauvais l'admonestera doucement. Pastre, du syndicat des services pénitentiaires, un des leaders du M.S.U.D. (Mouvement pour un Syndicalisme Uni et Démocratique) n'aura pas droit aux mêmes faveurs ; il ne sera même pas fait mention de son exposé qui, reconnaissons-le, fut très terne. Mais nous devons noter particulièrement l'intervention du camarade Bonhomme, du Textile de Mazamet. Celui-ci déclara, entre autres, que son syndicat qui groupait 80 % des travailleurs, n'en a plus que 65 % à la suite de certaines décisions politiques de la C.G.T. « Quoi qu'on en dise, affirma-t-il, il y a des courants différents dans la classe ouvrière ». Que cette constatation d'une évidence, d'ailleurs rassurante, puisse être une dissonance dans un congrès syndical, voilà qui en dit long sur la qualité de ce « syndicalisme d'un type nouveau ». Remarquez que le camarade Bonhomme vota quand même le rapport moral. Ça ne fait rien. Nous avons idée que sa prise de position n'était peut-être pas attendue au congrès de la C.G.T. Ce sont des choses qui arrivent aux organisateurs les plus experts.

Arrivons-en maintenant à l'éclat final, le discours de Benoît Frachon. Il a aussi l'indispensable longueur. Relevons seulement ceci :

« *Le Brun considère que pour faire avancer l'unité le moyen principal est la discussion, les controverses, les concessions avec les dirigeants des Centrales syndicales dont nous avons mille exemples qu'ils sont farouchement opposés à l'unité et qu'ils rêvent d'une troisième force d'où seraient exclus les communistes et la C.G.T. Nous, nous pensons que la force essentielle est la mise en mouvement des masses ouvrières et des syndiqués.* »

Ainsi : pas de discussions, pas de controverses, pas de concessions !

Pourtant, au congrès de 1959, il objectait aux représentants du M.S.U.D. : « Nous sommes toujours prêts à nous asseoir autour d'une table avec les dirigeants des autres centrales ». Alors, il voulait bien discuter. Les deux fois où, comme il le rappelle, Benoît Frachon a fait l'unité (dans une situation internationale donnée, en 1936, puis en 1943), il l'a fait après des discussions, des controverses et des concessions. Jusqu'au milieu de 1935, ce chef qui voit loin dénonçait comme une trahison l'unité avec la C.G.T. réformiste. « L'unité avec Jouhaux, jamais ! » disait-il... juste avant de le serrer sur son cœur. La principale des concessions qu'il a faites avant 1936 fut l'abandon de l'organisation des fractions dans les syndicats (concession purement formelle mais concession). Aujourd'hui, Benoît Frachon ne veut plus, à son tour, entendre parler des tendances et d'organisation des tendances. Ecoutons-le :

« *Le Brun considère que l'unité exige la reconnaissance, l'organisation et le fonctionnement des tendances à l'intérieur du mouvement syndical. L'immense majorité de la C.G.T., petites et grandes organisations, considère que l'organisation des tendances est contraire au caractère de masse d'une organisation sans parti comme doit l'être le syndicat, qu'elle aboutirait inévitablement à transporter dans le syndicat les discussions des partis, qu'elle serait un obstacle à l'action, une menace permanente de division. Elle s'en tient au contenu de la Charte d'unité adoptée au congrès de réunification de Toulouse en 1936.* »

Ainsi donc, pour le secrétaire général, une organisation de masse n'a pas de tendances. Une organisation sans parti, dit-il. Est-ce à dire qu'un parti, lui, peut avoir des tendances ? Bien sûr, sauf évidemment le propre parti du secrétaire général. Celui-ci s'indigne à l'idée qu'on « transporte » dans le syndicat les discussions des partis. Il suffit bien à y « transporter » la politique de son propre parti.

Voilà donc l'ensemble de l'édifice : un parti sans tendances dont le bureau politique délègue quelques-uns de ses membres à la tête d'une organisation de masse sans tendances. Vive l'unité ! C'est d'un bel ordre. Mais vous verrez que ça ne marchera pas.

La charte d'unité adoptée au congrès de réunification de Toulouse ? Oui, bien sûr. Mais aussi la Charte d'Amiens, déclaration de « majorité » du mouvement syndical français, majorité pour la revendication, pour la réforme et pour la révolution. Survivance anarcho-syndicaliste, dira Benoît Frachon. Nous parions qu'il n'en aura jamais fini avec ce qu'il appelle anarcho-syndicalisme. S'il était vraiment « dialecticien », il ne se ferait pas d'illusions à cet égard. L'eau qui court dans les profondeurs réserve toujours des surprises.

R. GUILLORE.

La section de la Loire du S.N.I. et la démocratie syndicale

Notre vieux camarade Jean Seigne, militant anarcho-syndicaliste de la métallurgie, syndiqué et délégué F.O., nous parlait récemment à une réunion du bureau de la Loire P.U.M.S.U.D., du manque de démocratie syndricale dans l'industrie privée. Dans la plupart des cas, le syndicat est représenté devant la base par des collecteurs de cotisations et vendeurs de timbres « missi dominici » des permanents et par des circulaires affichées. Certains apprennent par le journal des ordres de grève qu'ils n'ont jamais discutés, sur des modalités et des programmes revendicatifs décidés par le sommet. Les seules « assemblées générales » sont les « meetings manifestations » des jours de cessation de travail. Les conseils syndicaux recrutés par cooptation n'ont, dans la plupart des cas, pas grand-chose à voir avec une représentation élue, quand ils existent.

Le tableau est noir. Est-il exact partout ? Il est évident que le P.U.M.S.U.D. met le doigt sur la plaie essentielle du syndicalisme en situant la cause des dispersions ouvrières dans l'absence de démocratie. Il peut aussi souligner que dans les syndicats où la démocratie fonctionne, l'unité et l'indépendance sont également maintenues.

Voici ce que nous avons défendu dans notre propre section syndicale de base afin d'aboutir à une rénovation unitaire et démocratique des statuts de notre syndicat grâce à l'exemple d'une réalisation concrète à la base :

Le congrès départemental trimestriel à double représentation.

La section de la Loire S.N.I. comprend à peu près 3.200 syndiqués répartis inégalement dans 32 cantons. La section sera désormais gérée par *un congrès départemental trimestriel souverain.*

Ce congrès sera composé :

1° *de 32 conseillers syndicaux élus à la proportionnelle* chaque année sur des listes de tendances, à bulletin secret et par correspondance (2.000 à 2.800 votants participent régulièrement à ces élections). Ces élus représentent *la physionomie idéologique* de la section (majorité autonome, amis de la C.G.T., Ecole émancipée, et toute autre équipe éventuelle). Ils assurent la stabilité de la section pour l'année ;

2° *d'un certain nombre de membres de droit,* membres des commissions paritaires, membres éventuels du bureau national. Ils représentent *la partie technicienne* du congrès ;

3° *des secrétaires de 32 cantons, accompagnés des délégués des réunions de cantons* précédant le congrès et nommés par la base à raison d'un délégué pour vingt présents ou fraction de vingt, et portant autant de voix qu'il y a de syndiqués dans leurs cantons respectifs. Ils représentent *la physionomie géographique* de la section.

Le congrès trimestriel dispose d'autant de fois deux voix qu'il y a de syndiqués dans la section. Il dispose donc de 6.400 voix traduites en 640 mandats (un mandat pour 10 voix).

Les conseillers syndicaux élus et les membres de droit se répartissent 320 mandats.

Les délégations de cantons trimestrielles se répartissent également 320 mandats proportionnellement au nombre de leurs syndiqués de base.

Le congrès discute de toutes les questions départementales et nationales. Chacune de ses réunions dure une journée. Il nomme pour un an *un secrétaire général de la section* et autant de *secrétaires adjoints* qu'il existe de commissions de travail essentielles au syndicat (questions sociales, laïcité, relations intersyndicales unitaires, questions corporatives, pédagogie, etc.). Ce secrétariat est choisi obligatoirement dans la liste ayant obtenu le plus de voix aux élections à bulletin secret de la représentation idéologique au congrès.

Le congrès nomme également un bureau départemental à la proportionnelle, administrant la section dans l'intervalle des congrès.

Tous les syndiqués participent aux élections, peuvent être candidats sur une liste de tendance, en constituer d'autres, même incomplètes, ou se présenter individuellement aux élections.

Tous les syndiqués participent aux réunions cantonales et mandatent les délégués au congrès trimestriel.

Tous les syndiqués peuvent participer aux réunions de commissions élaborant le travail des congrès ou du bureau administratif.

Tous les syndiqués peuvent en outre participer aux débats du congrès trimestriel lui-même et aux confrontations entre les élus annuels au congrès et les délégués trimestriels au congrès. Des invités, des retraités, des mutuelles, des commissions de jeunes, etc., peuvent également participer au congrès à titre consultatif.

C'est donc une refonte totale des statuts de notre section qui est actuellement en cours. Cette nouvelle forme de statuts donne au syndiqué de base toutes les possibilités d'expression adaptées à la situation actuelle, depuis le bulletin de vote secret jusqu'à l'intervention directe à la tribune du congrès trimestriel et la certitude de pouvoir établir alors le contact avec tous les représentants imaginables de sa section, géographiques, idéologiques, délégués paritaires, normaliens, mutualistes, retraités ou autres encore...

La valeur unitaire et démocratique du système a été suffisamment claire pour que toutes les tendances présentes à la commission d'élaboration des nouveaux statuts s'y soient ralliées en abandonnant deux autres formes de projets : l'un qui aurait donné à peu près automatiquement la haute main sur la section aux délégués des réunions de canton, donc à toute tendance au système de mobilisation suffisamment mis au point ; l'autre qui aurait généralisé le système du referendum et accéléré la chute d'une majorité insaisissable dans la quiétude trompeuse du vote de confiance automatique et du corporatisme destructeur.

L'avenir dira ce que la base syndicale saura tirer de l'outil mis à sa disposition. Nous sommes prêts d'autre part à répondre aux questions qui peuvent ici nous être posées au sujet de ce système de démocratie syndicale et de sa valeur rénovatrice au point de vue où se place généralement notre revue.

Jean DUPERRAY.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

Il y a salaires et salaires

Sous ce titre, notre ami Lamizet a écrit un article qui a provoqué un juste intérêt. Il ne faisait d'ailleurs que reprendre une étude faite il y a quelques années par Robert Louzon et publiée ici sous le titre « Salariés et salariés ». Ils ont soulevé l'un et l'autre la grande question de la répartition du revenu national et des différentes manières dont se camouflent le profit et l'exploitation du producteur. Il faudra revenir souvent sur ce point; son étude attentive peut permettre de tirer une théorie et une pratique de l'action ouvrière à notre époque.

Nos deux camarades avaient, l'un comme l'autre, proposé un calcul fort simple : le quotient de la masse totale des salaires par le nombre des travailleurs employés, pour déterminer le salaire moyen et trouver ainsi une sorte de seuil au delà duquel on est « peu ou prou un exploiteur » (je reprends ici l'expression même de Lamizet). Ce calcul a été fait. « Statistiques et Etudes financières », publication du ministère des Finances, donne dans son numéro d'avril 1961 les résultats d'une enquête sur les salaires dans l'industrie et le commerce. Ce sont des données qui concernent 1958, mais on verra comment on peut raisonnablement les adapter à la situation de 1961. Il en ressort qu'à la fin de 1958, pour 9.324.700 salariés de l'industrie et du commerce, le salaire moyen mensuel était de 57.000 francs. Comprenons bien qu'il s'agit d'un salaire net moyen pour tous les salariés, y compris les employés, les cadres et les « faux salariés ». Si l'on veut s'en tenir à la catégorie ouvriers et ouvrières, on trouve 47.500 francs pour les premiers et 30.300 francs pour les secondes, en 1958. « Le Monde » du 13 mai dernier, travaillant sur ces bases, leur applique, pour évaluer les salaires correspondants de 1961, un coefficient d'augmentation d'environ 20 %. Il arrive ainsi à 68.000 anciens francs par mois comme salaire moyen pour toutes les catégories de salariés, 57.000 francs pour les ouvriers, 36.700 francs pour les ouvrières.

Le calcul d'une moyenne est utile pour une estimation globale, surtout du point de vue où s'étaient placés Lamizet et Louzon. En l'occurrence ces moyennes ont une grande éloquence et suffisent à détruire d'un coup la légende des hauts salaires. Mais elles traduisent mal toutes les disparités qui existent entre les salaires : disparités géographiques, bien plus importantes que ne le feraient penser les abattements de zone (en effet, dans les départements peu développés les salaires réels ne dépassent guère les minima, alors qu'ils les dépassent souvent largement dans les grandes régions industrielles) ; disparités à l'intérieur d'une même région entre les différentes industries. Les chiffres ci-dessus révèlent en tout cas une disparité : celle qui subsiste entre les salaires masculins et les salaires féminins. Même à qualification égale, l'enquête du ministère des Finances établit une différence de 9 % entre les salaires des hommes et ceux des femmes. Le principe « à travail égal, salaire égal » n'est pas appliqué.

Quoi qu'il en soit, ces données irréfutables sont précieuses pour tous ceux qui, à quelque titre que ce soit, travaillent à améliorer la condition ouvrière.

Les salaires au congrès de la C.F.T.C.

Il faut rendre cette justice à la Confédération chrétienne : elle s'est penchée sérieusement sur le problème d'ensemble des salaires. Son congrès, réuni le 1er juin, a discuté d'un rapport résultant d'une étude menée depuis deux ans. Le salaire, y est-il dit, est le facteur primordial d'une « croissance harmonisée ». Laissons de côté pour le moment cette grande question de la « croissance harmonisée » qui est peut-être toute la question sociale.

Mais le rapporteur constate que le régime de fait en matière de salaire n'est plus guère dominé par la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives. Les discussions entre le patronat et les organisations syndicales ouvrières ne portent plus aujourd'hui que sur les salaires minima dont le relèvement formel laisse souvent indifférente la majorité des travailleurs. Au delà de ce « plancher », le patron conserve une très grande liberté qui se traduit ordinairement par une profusion de primes. Le salaire au rendement est de beaucoup le plus répandu. Mais le rapporteur signale une inflexion intéressante : les établissements USINOR, hautement automatisés et dans lesquels par conséquent le rendement de la main-d'œuvre a perdu de son importance, reviennent au salaire au temps. Ce serait très important si cette évolution se confirmait et se développait. Le salaire au rendement battu, non pas par l'action syndicale, mais par la révolution technique dont il a été lui-même un des facteurs : nouvel exemple de développement dialectique ! L'ouvrier serait de nouveau payé à l'heure parce qu'il n'y aurait plus de raison ni de moyen de le payer autrement. Il resterait, comme le fait justement remarquer le rapport de la C.F.T.C., à appliquer au salaire une échelle mobile tenant compte de la croissance de la productivité globale.

Le rapport ne craint pas d'aborder la question fondamentale de la part du salaire dans le revenu national, de l'évolution de cette part par rapport à celle du revenu national. Celui-ci croît plus que celle-là. Il faudrait donc conclure à une « paupérisation relative ». Le rapporteur ne manque d'ailleurs pas de souligner que cette part globale des salaires comprend les revenus de « faux salariés ». Tout cela montre comment on arrive à des conclusions très voisines quand on étudie un problème avec le seul désir de le comprendre et non pour justifier une thèse préétablie par des instances supérieures.

Le rapport de la C.F.T.C. préconise immédiatement l'intégration de toutes les primes dans le salaire comme première étape de la suppression du salaire au rendement et vers le salaire mensuel. Le S.M.I.G. (salaire minimum interprofessionnel garanti) ne devrait pas être soumis seulement aux variations du coût de la vie. Il devrait être « dynamique », c'est-à-dire tenir compte de la croissance du revenu national par tête. La conclusion du rapport insiste sur la redistribution nécessaire de ce revenu national (plus qu'une réforme, mais bien une révolution). Elle demande l'établissement et le développement du pouvoir économique réel du syndicat et du travailleur lui-même au niveau de l'entreprise (quelque chose comme le contrôle et même la gestion ouvrière).

C'est avec beaucoup de satisfaction que je signale cette importante étude soumise au congrès de la C.F.T.C. Ce n'est pas que tout soit bon dans ce rapport (j'ai surtout signalé ce qui me plaisait); mais il ne fait pas de doute que nous ayons là un travail utile au point de vue syndicaliste et ouvrier.

Trêve dans la fonction publique

La grève des fonctionnaires du 6 juin n'a pas eu lieu. Les organisations adhérentes à Force Ouvrière, à la C.F.T.C., à la Fédération de l'Education nationale ont accepté provisoirement les nouvelles propositions du gouvernement. La C.G.T. a rechigné, mais elle n'est pas majoritaire dans la fonction publique et elle a dû plus ou moins s'aligner. Qu'apportent aux fonctionnaires, et particulièrement aux petits, les dernières décisions ? 20 ou 30 NF par mois, peut-être, pour les catégories C et D qui doivent bien grouper, en y comprenant les employés assimilés des collectivités locales, un demi-million de travailleurs. Pour maigre qu'elle soit, l'augmentation compte pour qui gagne moins de 500 NF par mois. Car on peut être sûr que ces catégories de travailleurs sont plus au-dessous qu'au-dessus de cette moyenne nationale dont nous parlions tout à l'heure. L'accélération de l'avancement et d'autres mesures de détail doivent donner quelques avantages supplémentaires à ces petites catégories. Au congrès de la C.F.T.C., le camarade Marchetti, secrétaire de la Fédération des Fonctionnaires, a dû faire face à certaines critiques assez vives. Il a résumé les résultats obtenus de la façon suivante : « *Pour certains fonctionnaires précédemment les plus défavorisés, l'augmentation atteindra* 15 % *entre le* 1er *janvier* 1961 *et le* 1er *novembre* 1961. *Elle sera de* 20 % *pour divers agents des échelles* 6-C. »

Bien. Il reste que pour les cheminots tout ne va pas pour le mieux et que l'accord provisoire est plus difficile à réaliser. Nous parlions tout à l'heure des disparités dans les salaires perçus par des catégories comparables de travailleurs. Il en est une qui subsiste : c'est celle qui sépare les travailleurs de la fonction publique et ceux du secteur privé. Les avantages de sécurité d'emploi et de vacances dont bénéficiaient hier les premiers tendent à s'amenuiser et à disparaître ; il y a une juste tendance à l'égalisation de ce point de vue. Reste encore peut-être l'avantage d'une retraite plus précoce. Ce n'est pas considéré par tous comme un avantage. En tout cas, cela ne justifie pas une rémunération inférieure à qualification égale, surtout quand le domaine de la fonction publique s'étend sans cesse. L'Etat ne doit pas être le plus mauvais patron. Avec la prétention supplémentaire de restreindre les possibilités d'auto-défense des travailleurs, en premier lieu le droit de grève.

« Nul n'est obligé de faire carrière au service de l'Etat ». C'est la formule d'un des derniers communiqués du gouvernement menaçant les fonctionnaires de la réquisition. Vous savourerez l'expression : faire carrière. Le lampiste la dégustera. Naguère, le patron privé disait aussi : nul n'est tenu de faire carrière à mon service. Et cependant le droit de grève fut reconnu, non à son serviteur, mais au travailleur libre. C'est justement ce droit qui fait que l'homme est un travailleur libre et non un serviteur. Aujourd'hui des travailleurs de plus en plus nombreux sont dans le secteur public. Ils n'en ont pas pour autant la moindre parcelle de l'autorité de l'Etat. Ils accomplissent des tâches qui conditionnent notre vie quotidienne. On s'en aperçoit aussitôt quand ils se croisent les bras. Le seul fait qu'ils aient le droit de se croiser les bras fait d'eux des hommes libres. Ce gouvernement provisoire veut-il attenter à ce droit ? Il n'est pas au bout de ses peines.

Un juge de Liège condamne André Renard et la grève des fonctionnaires

Cette question de l'arrêt volontaire de travail des fonctionnaires se pose dans tous les pays, quand le domaine du service public s'étend sans cesse. Un avocat de Liège, M. Philippart, a attaqué en dommages-intérêts le militant syndicaliste belge André Renard, ex-secrétaire général de la Fédération Générale des Travailleurs de Belgique. Il l'estimait responsable de la grève des postiers qui lui avait porté préjudice et, à ce titre, il lui réclamait le franc symbolique de dommages et intérêts. Un juge de paix de Liège vient de lui accorder satisfaction en condamnant en outre André Renard aux frais de l'instance. Il n'est pas sans intérêt d'examiner quelques-uns de ses attendus.

« *Attendu que le droit de grève dans les services publics est considéré comme illicite par la majorité de la doctrine belge, qu'il est une violation de l'article 7 du statut du fonctionnaire qui ne peut, ainsi qu'il s'y est engagé, abandonner son poste sans autorisation préalable...*

« *Attendu que la jurisprudence administrative suivie en Belgique s'accorde avec la doctrine de tous les gouvernements qui se sont succédé en notre pays et qui, quel que soit le parti au pouvoir, ont toujours condamné la grève des fonctionnaires...* »

De ces considérations du juge de Liège, il ressort : premièrement, que la grève des fonctionnaires n'est pas officiellement reconnue en Belgique ; deuxièmement, que cela n'a nullement empêché les postiers et nombre d'autres travailleurs de la fonction publique d'arrêter le travail dans la proportion que l'on connaît. De plus, vous estimerez comme moi, j'en suis sûr, le rappel que les partis au pouvoir, quels qu'ils soient, ont toujours condamné la grève des fonctionnaires.

« *Attendu, en ce qui concerne le défendeur* (André Renard), *qu'il n'est pas établi qu'il ait déclenché la grève des postiers puisque ceux-ci ont débrayé les premiers et que le défendeur paraît n'avoir officiellement aucune autorité sur leur syndicat.*

« *Attendu toutefois qu'il ne peut être contesté que le défendeur a prôné la grève générale et a brandi la menace de l'abandon de l'outil.*

« *Attendu qu'il n'ignore pas qu'une grève générale ne peut avoir de résultat favorable que si elle est violente, marquée de menaces, voire d'attentats contre ceux qui ne débrayent pas, de la désorganisation des pouvoirs et services publics (cf. Georges Sorel).* »

Ce juge de paix n'ignore rien de la stratégie des grèves et cette référence à Georges Sorel est remarquable.

« *Attendu que les discours et les écrits du défendeur ont surexcité les travailleurs sur lesquels ce tribun exerce une influence, une autorité incontestables...* »

Ces extraits du jugement de Liège sont significatifs. Ils ne font que rendre un hommage de plus au militant syndicaliste André Renard. Ils établissent que si la grève des travailleurs de la fonction publique ne saurait être admise par l'Etat — et pour cause — elle n'en est pas moins un fait général de l'existence des sociétés contemporaines. Sa disparition dans les faits, plus encore que dans la loi, est une des preuves du pouvoir dictatorial et de l'atteinte à une liberté fondamentale.

R.G.

« LE CANARD ENCHAINE » POURSUIVI !

Le « Canard Enchaîné » annonce dans son numéro du 31 mai qu'il est poursuivi pour « insultes à l'armée » à la suite d'un article remontant au 1er mars et signé Jérôme Gauthier.

Nous ne sommes pas toujours d'accord avec la façon dont « Le Canard Enchaîné » traite les problèmes. Mais nous lui devons beaucoup. Nous lui devons des moments irremplaçables. Nous lui devons, chaque semaine, un souffle de liberté.

Notre solidarité lui est acquise. Et, bien entendu, toute autre forme de solidarité quand il jugera lui-même en avoir besoin.

SI L'U. R. S. S. N'EXISTAIT PAS...

On voudrait bien ne pas rabâcher. Un militant, aussi spirituel qu'efficient, me disait un jour : « Tu nous reproches nos contradictions. Mais on a le choix entre se contredire ou se répéter. Et la répétition prouve l'indigence d'esprit ». Résignons-nous à cette misère...

On pourrait évidemment se renouveler, ce qui évite aussi bien la contradiction que la répétition. Ce n'est peut-être plus de notre âge. Mais les jeunes les plus sympathiques que nous entendons, les anciens que nous espérions pleinement d'accord avec nous semblent toujours nous entraîner au circuit fermé dans le même cercle. Passe encore pour les jeunes qui sont bien excusables de ne pas avoir suivi nos démarches depuis trente-six ans. Mais les autres ? Manquent-ils de mémoire... ou abandonnent-ils une position difficile, qui nous isole des masses égarées par les slogans ou des fractions serrées dans des certitudes ?

Jeunes, moins jeunes, anciens ne discutent même pas nos observations, affirmations et conclusions. Ils trouvent dans la lutte contre le colonialisme — que la « R.P. » mène depuis sa fondation — un argument-massue pour rejeter en bloc notre condamnation de la « bolchevisation ». On n'a même plus à juger l'action de l'U.R.S.S. — encore moins à évaluer ce qui reste de communisme authentique dans les institutions de l'U.R.S.S. ou dans le mouvement communiste occidental. On pourrait dire que si dangereuse que soit leur stratégie, les partis communistes représentent des millions de travailleurs à qui nous lie une évidente solidarité de classe. C'est une évidence qui peut d'ailleurs justifier aussi bien l'unité d'action à la base que notre effort pour libérer du khrouchtchevisme une fraction importante et dynamique du prolétariat. Mais ce seraient encore des engagements et des responsabilités auxquelles on ne songe pas sérieusement. C'est l'existence même de l'U.R.S.S. qui apparaît comme le facteur déterminant de la libération des peuples colonisés, de la défaite irrémédiable de l'impérialisme capitaliste. **Si l'U.R.S.S. n'existait pas... rien n'aurait commencé, ou le peu qu'on aurait acquis serait illusoire et fragile.**

La force d'une telle position c'est qu'elle échappe à la critique. Nous sommes dans le domaine de l'irrationnel, de l'insaisissable. Il faut supposer que l'on a rêvé... « quarante-quatre ans d'histoire ».

Certains qui méprisèrent le canapé sur lequel Lénine en Suisse réunissait ses rares partisans, ceux qui jugèrent le bolchevisme en 1917 comme une aventure criminelle, désespérée et fugitive... ceux qui n'entendirent pas les appels de Moscou en 1918... ont quelquefois racheté leur aveuglement d'autrefois par une fidélité « inconditionnelle » à la puissance soviétique, et violemment troublés par « la marmite de sorcière » léniniste, se sont extasiés devant la miraculeuse révélation stalinienne.

LA SCISSION INTERNATIONALE VOULUE PAR LENINE

Nous avons déjà souligné que les deux phénomènes qui « ébranlèrent le monde » : la Révolution bolcheviste d'octobre 1917, la fondation de la Troisière Internationale s'inscrivent historiquement dans les conséquences de la conférence internationale de Zimmerwald réunie en 1915. Que le délégué syndicaliste français Merrheim n'y ait vu qu'une héroïque tentative pour imposer la paix « **sans annexions, ni indemnités** » — tandis que Lénine y formulait sa thèse sur le défaitisme révolutionnaire... c'est là une contradiction résolue localement et provisoirement en 1917, puisque c'est en s'affirmant pour la paix immédiate, à tout prix, que Lénine a réussi à saisir le pouvoir et à s'y maintenir.

Mais dans leur quasi-unanimité, les participants à la conférence de Zimmerwald appartenaient encore à l'Internationale socialiste. Pour Lénine, d'ailleurs minoritaire à Zimmerwald, la scission était consommée depuis 1914, depuis la trahison des chefs socialistes. La Troisième Internationale fut conçue avant d'être née sur la paille lumineuse de Moscou.

Mais en 1919 elle représentait pour un grand nombre de zimmerwaldiens l'héritière légitime du socialisme international, plutôt qu'une usurpatrice équipée et armée par un pouvoir politique. Les syndicalistes révolutionnaires français, groupés autour de Monatte et de Rosmer, s'ils n'avaient jamais été liés à la Deuxième Internationale social-démocrate — sinon par une opposition fondamentale — se réclamaient cependant des traditions de la Première Internationale (qui ne naquit pas par l'initiative de Karl Marx). Séverine avait résumé en un heureux tryptique l'évolution du socialisme international. « La Première Internationale fut **la doctrine**, la seconde, **le groupement**, la troisième sera **l'action** ». Action révolutionnaire que l'on pouvait espérer immédiatement efficace, après la victoire du bolchevisme et la liquidation de la politique de guerre.

Ce qui importe d'abord, c'est de savoir si au sein de l'Internationale, la lutte contre le colonialisme avait été formulée avant la scission conçue à Zimmerwald et réalisée par Moscou.

L'ANTICOLONIALISME SOCIALISTE

Ne nous égarons pas dans les controverses doctrinales, qui mériteraient certes un examen approfondi, mais qui nous éloigneraient de l'objet de cet article. Pour s'en tenir aux tendances politiques sur le problème colonial, on pouvait en distinguer trois, parmi les socialistes de 1914.

Jaurès — qui eut toujours une position particulière et qui confondait le socialisme, la démocratie et la défense de la paix — condamnait les aventures coloniales parce qu'il les jugeait grosses de conflits insolubles entre les puissances européennes. On connaît son éloquente diatribe lancée le 25 juillet 1914 à Lyon-Vaise : « **La France a dit à l'Italie : tu peux aller en Tripolitaine, puisque je suis au Maroc. Tu peux voler à un bout de la rue puisque j'ai volé à l'autre extrémité.** » Ce n'était pas un argument de polémique. Trois ans plus tôt, l'affaire d'Agadir aurait probablement abouti à la guerre franco-allemande, si Caillaux n'avait négocié directement le célèbre marchandage sur le Congo avec le ministre allemand Kiderlen-Waechter. A ce moment-là, Jaurès n'avait pas craint de dénoncer « **la politique française, la violation des engagements pris, le mépris de l'indépendance du sultan du Maroc** ».

La droite de la Deuxième Internationale jugeait la colonisation aussi fatale que l'expansion capitaliste. Elle condamnait par principe les conquêtes coloniales mais n'en tirait pas la nécessité de l'abandon des colonies. Certains socialistes anglais et allemands allaient même jusqu'à la justification historique de l'impérialisme qui leur apparaissait comme moteur du progrès économique et social, enfantant son fossoyeur : le socialisme. Il fallait humaniser le système colonial, dont la destruction aurait causé plus de mal que de bien aux peuples colonisés.

La gauche socialiste, au contraire, tirait la conclusion logique de la condamnation du colonialisme, en réclamant la libération et l'indépendance des territoires coloniaux.

On devrait donc reconnaître que Lénine n'a rien apporté de foncièrement nouveau à cet égard. Mais l'Internationale Communiste, dès ses premières délibérations, a fixé comme tâche essentielle à ses partis : **le soutien effectif de tous les mouvements d'indépendance nationale. Dans les métropoles, les communistes devaient contrarier par tous les moyens** (protestations, manifestations, grèves, boycottages) **la répression des insurrections coloniales. Dans les colonies,** les communistes devaient s'allier avec les **mouvements nationalistes** sans toutefois se confondre avec eux.

Ainsi, une fois encore, le bolchevisme a prolongé en stratégie relativement efficace une prise de position purement doctrinale.

On en déduit donc la nécessité de l'Internationale Communiste et de la Révolution russe dans le processus d'émancipation des peuples colonisés. Vérité suffisamment établie, à condition de localiser le phénomène dans le temps, c'est-à-dire lorsque la personne, les thèses et l'autorité de Lénine orientaient la politique de Moscou.

Car pour le leader du bolchevisme, Octobre 1917 n'était que la première étape de la Révolution mondiale, de la réalisation internationale du Socialisme — et les conditions de celle-ci s'expriment dans son œuvre fondamentale : **l'Impérialisme, dernière étape du capitalisme,** inspirée d'ailleurs de la théorie d'Hilferding. **L'Impérialisme, c'est essentiellement l'exportation des capitaux. Il est donc frappé de mort s'il perd avec le domaine colonial la possibilité de drainer les richesses des colonies vers la métropole et de se développer par les « super-profits coloniaux ».**

D'autre part, **ce sont les « morceaux », les « miettes » de cette plus-value exceptionnelle qui, distribués aux salariés de la métropole, engendrent « une aristocratie ouvrière » privilégiée, réfractaire aux méthodes révolutionnaires.**

La libération des colonies devient donc la double condition nécessaire et suffisante pour la victoire révolutionnaire. Condition objective, car le capitalisme, ébranlé par la guerre, s'écroulera en sa dernière étape impérialiste, ayant perdu toute possibilité d'accumulation. Condition subjective, car privée des primes accordées à sa honteuse passivité, la classe ouvrière européenne se « radicalisera » et retrouvera sa volonté. révolutionnaire.

DE LA REVOLUTION INTERNATIONALE AU SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS

Que la théorie d'Hilferding et de Lénine se justifie dans l'abstrait, c'est à discuter. Que les réalités l'aient contrariée, voilà qui n'est guère discutable. Fortement menacés depuis quarante ans, les vieux empires coloniaux se sont dissociés depuis quinze ans et il n'en reste que des débris fragiles. Cependant, la dernière étape du capitalisme (si c'est la dernière) se prolonge... et en Europe la capacité révolutionnaire de la classe ouvrière ne s'est nullement développée — même (surtout, peut-être) là où elle est influencée par les communistes.

Si Lénine avait raison en 1920, qui porte la responsabilité de l'échec d'une stratégie clairvoyante en ses prémisses et réaliste en ses moyens ? Qui, sinon ceux qui étaient chargés de l'appliquer ? Et s'ils ont failli, n'est-ce pas parce qu'ils ont délibérément renié la pensée dominante de Lénine, c'est-à-dire l'internationalisation de la Révolution. Ni Lénine, ni Trotsky n'envisageaient une victoire socialiste dans un seul pays.

Lénine s'est sans doute abusé sur les possibilités révolutionnaires des prolétariats occidentaux, sur l'impossibilité pour le capitalisme de sortir de la crise de la guerre. **Mais cette erreur fondamentale justifiait la soumission de l'Etat soviétique à la solidarité révolutionnaire internationale.** Son génie intuitif imposa la paix de Brest-Litovsk, la liquidation du communisme de guerre et la nouvelle politique économique. L'abdication devant l'Empire allemand, le retour, trois années plus tard, aux échanges normaux entre l'agriculture et l'industrie représentaient pour lui des abandons et des échecs qu'il avouait explicitement. C'était le prix exorbitant des faiblesses du prolétariat russe, des insuffisances de l'industrie russe. Mais il s'agissait, disait-il, de céder de l'espace pour gagner du temps... le temps de l'incubation des germes révolutionnaires en Europe et dans les pays colonisés. S'il fut, au 3e congrès de l'I.C., particulièrement dur pour les gauchistes allemands, c'était parce qu'il espérait une action massive de la classe ouvrière allemande. L'Allemagne, par son prodigieux développement industriel — et la faillite politique de ses classes dirigeantes — lui paraissait capable de réaliser un socialisme qui ne serait pas comme en Russie une audacieuse anticipation. Loin de consacrer définitivement la suprématie de son Etat et de son peuple, il attendait la seconde étape : **la révolution allemande consolidant la révolution russe en apportant à celle-ci l'aide efficace d'une industrie facilement socialisée et la solidarité non moins efficace d'une classe ouvrière dont l'organisation et la maturité confirmaient les lumineuses prévisions de Karl Marx.**

Encore une fois, nous ne songeons pas à nier ce qu'il y avait d'utopique et de métaphysique dans ces espoirs et ces ambitions. L'effort demandé au prolétariat russe dépassait ses possibilités, la détermination exigée du prolétariat allemand dépassait ses aspirations.

Nul n'aurait reproché aux héritiers de Lénine de s'adapter à la situation créée par les défaites et les défaillances des prolétariats occidentaux. Mais ils ont voulu garder l'arme forgée par Lénine, en liquidant son héritage.

L'ACCORD GERMANO-SOVIETIQUE

Un rappel de la politique soviétique pendant les dernières années de Lénine éclaire suffisamment la rupture, marquée par la victoire de Staline.

L'Angleterre et la France victorieuses en 1918 tentent par le diktat de Versailles d'assurer à leurs capitalistes l'exploitation de l'Europe. Ce sont également les deux grandes puissances colonisatrices. La nécessité révolutionnaire impose de les combattre, hors d'Europe, en suscitant des révoltes qui ne furent pas sans effet en Asie centrale, au Turkestan, en Perse, en Afghanistan. L'agitation gagne l'Afrique du Nord : la Lybie, la Tunisie... Mais en règle générale, les révolutionnaires de ces territoires colonisés s'accrochèrent à l'Internationale Communiste qui avait inscrit dans son programme : la libération des peuples colonisés. **Ils allaient à Moscou parce qu'ils y retrouvaient leurs propres mots d'ordre. Ils ne venaient pas de Moscou pour exécuter des ordres dans le pays choisi par leurs chefs.**

En Europe, la Russie soviétique voulait se solidariser avec les vaincus contre Versailles et signait avec le gouvernement allemand en 1922, le traité de Rapallo... première brèche dans le cordon sanitaire tendu autour de la Révolution russe. Mais en même temps les communistes allemands, lors de la grande crise de 1923, préparaient l'effondrement de ce même gouvernement de Berlin. Etait-ce duplicité ? Sans doute, pouvait-on en déceler quelques traits. Et lors de l'occupation de la Rhur décidée par le gouvernement Poincaré, quelque confusion « nationaliste » obscurcit la conscience de classe des communistes allemands, Mais enfin les débats violents et dramatiques qui s'engagèrent alors opposaient des militants responsables, non les chefs d'un Etat, et leurs représentants ou alliés..

Certes, on était déjà loin d'une politique soviétique conçue uniquement pour préparer et soutenir

la révolution socialiste internationale. Moscou s'alliait avec le gouvernement dominé par le magnat Stinnes, où les sociaux-démocrates à la Noske jouaient le rôle de « chiens de garde » du capitalisme des monopoles. La même dialectique aboutissait à des accords avec Mussolini, ou avec Mustapha-Kémal, le rénovateur de la Turquie. Mais les communistes allemands, italiens et turcs ne paraissaient nullement liés par cette politique gouvernementale.

L'UTILISATION DE LA MENACE... HYPOTHETIQUE CONTRE L'U.R.S.S.

Nous concédons à nos contradicteurs que leur méfiance à l'égard de l'anticommunisme est justifiée par les excès de certains transfuges du communisme passés presque sans transition dans les corps francs ou les officines « idéologiques » de la réaction.

Mais le malentendu entre nous ne réside pas là où ils le logent. Ceux qui ont dévoilé les secrets du Komintern ressemblent quelquefois aux complices de gangsters qui « se mettent à table » pour gagner les faveurs de la police. On peut mépriser leurs personnes sans négliger leurs révélations qui, dans la majorité des cas, restent en deçà de la réalité.

C'est avec un tout autre sentiment que l'on peut juger les militants sincèrement communistes qui ont supporté pas mal de sacrifices moraux, avant de rompre avec le Komintern. On peut les repérer rétrospectivement à chaque grand tournant de la politique stalinienne. Certains réagirent, lorsque, mis en contact avec la réalité soviétique, ils virent se dissiper brutalement le mirage qui les avait dévoyés. Beaucoup furent bouleversés par la brutale certitude d'une politique communiste en Europe, en Amérique et dans les colonies, directement soumise aux obligations gouvernementales de l'U.R.S.S. Nous pouvons leur reprocher de n'avoir pas toujours dissocié la mission révolutionnaire de l'expérience soviétique, et d'avoir renié celle-là en condamnant celle-ci. Nous ne pouvons pas leur reprocher d'avoir dénoncé la confusion que Staline imposa à toutes ses succursales.

D'imperturbables logiciens ont sans doute justifié cette confusion. L'U.R.S.S. étant la patrie du socialisme, il convenait d'accorder toute priorité à sa défense. Certes. A une double condition : c'est que la menace soit réelle. Or, en 1925, alors que des ambassadeurs soviétiques siégeaient à Paris et à Londres, il n'était plus question d'intervention militaire de l'Entente. C'est aussi et surtout que l'on ne devait pas briser l'unité de la classe ouvrière, ruiner les promesses socialistes là où il fallait organiser le soutien efficace de la « patrie du socialisme » (! ?).

Il est impossible d'oublier que l'achèvement du régime stalinien, la liquidation des oppositions en U.R.S.S. exigeait... l'obsession savamment entretenue du péril extérieur. Mais ce qui est encore plus significatif, c'est que Staline, dès 1925, a repris tout simplement à son compte l'héritage du tzarisme. En Extrême-Orient, en poussant des pointes vers la Chine et la Perse, en tentant de neutraliser le Japon. En Europe, en opposant l'Allemagne à la France.

Là encore, la collection de la « R.P. » est à consulter.

C'est Louzon qui le premier a dénoncé l'utilisation par Staline de la concession sur le chemin de fer de l'Est-chinois arrachée à la Chine par l'impérialisme russe. Et lorsque Staline voulut s'accorder avec Tchang-Kaï-Chek, alors élu du Kuo-Min-Tang, il sacrifia délibérément les communistes chinois engagés dans une entreprise insurrectionnelle.

En Europe, le traité de Locarno, conclu par Briand et Stresemann, conforme sans doute aux intérêts capitalistes, avait au moins l'avantage de clore la période du poincarisme, de la germanophobie agressive. Jusqu'en 1933, les communistes allemands ont favorisé directement ou indirectement toutes les surenchères nationalistes, concentré toutes leurs forces contre la social-démocratie et favorisé la montée du parti hitlérien, quand ils n'allaient pas jusqu'à s'allier avec celui-ci (contre le gouvernement socialiste de Prusse, il y eut des manifestations et des grèves organisées de concert par les staliniens et les hitlériens). Pendant la même période, les communistes français appliquaient le fameux mot d'ordre « classe contre classe », abandonnaient aux élections la tactique du désistement en faveur des socialistes, répondaient par le mot de Cambronne aux appels pour l'unité syndicale qualifiée par eux **« d'unité de trahison »**.

Il fallait aboutir à un néo-nationalisme revanchard en Allemagne et ramener au pouvoir en France les résidus du poincarisme. Et tandis qu'en 1933 et en 1934 la Terreur brune détruisait le mouvement ouvrier, en France le 6 février 1934, les staliniens se retrouvaient côte à côte avec les fascistes pour jeter bas le gouvernement radical de Daladier.

LA POLOGNE, ENTRE L'ALLEMAGNE ET L'U.R.S.S.

Est-ce la victoire d'Hitler qui provoqua le fameux tournant de 1934 ? On voudrait le croire, afin de soulager les âmes tendres que notre « antibolchevisme » bouleverse... Hélas ! Il n'en est rien. Bien au contraire, il y eut déjà des tentatives de « coexistence pacifique ». **L'Angriff,** organe officiel hitlérien, rejetait les partis pris idéologiques en matière de politique extérieure. On prétend même que les communistes allemands fuyant la Terreur brune se virent refuser le refuge en U.R.S.S.

Ce qui détermina le changement, c'est essentiellement l'affaire polonaise. Le tzar, le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche s'entendirent au XVIIIe siècle pour le partage de la Pologne. Il y a là une de ces constantes historiques qui durent à travers toutes les variations politiques. Le nationalisme polonais est sans doute une réalité séculaire, également constante. Mais les puissances qui dominaient la politique européenne ont toujours utilisé la Pologne placée au carrefour des influences germaine et slave, comme un Etat-tampon entre la Russie et l'Allemagne (la Russie et l'Autriche étant les deux grands Etats allemands, avant la constitution de l'Empire allemand) — comme un glacis séparant l'Allemagne de la Russie, comme le « no man's land » que les deux grandes puissances se disputent ou se partagent, selon les fluctuations dans leurs rapports.

A Versailles en 1919 et pendant l'entre-deux-guerres, l'Entente a utilisé le nationalisme polonais à la fois contre l'Allemagne vaincue et la Russie révolutionnaire, principalement contre celle-là. D'où l'anomalie du « couloir polonais » coupant l'Allemagne. Mais économiquement la Russie et l'Allemagne peuvent se compléter. Politiquement les deux vaincus de 1919 semblent appelés à s'entendre contre les vainqueurs. Lénine, poursuivant son rêve d'extension de la Révolution socialiste engage (lourde faute qu'il reconnaîtra formellement) en 1920 la guerre contre la Pologne, fossé qu'il faut franchir, afin que la présence de l'armée rouge provoque la décision du prolétariat allemand.

L'utopie léniniste ne résiste pas à la défaite militaire des Soviets en Pologne, à l'échec de la Révolution allemande. Il n'en reste rien en 1934. Il ne reste en présence que le pangermanisme ranimé par Hitler et le panslavisme incarné par Staline. La Pologne sera-t-elle l'avant-garde de l'Allemagne tournée vers l'Est ou le pont entre les deux empires associés ?

Hitler, dont les initiatives furent déterminantes, opte d'abord pour la première formule. Il s'accorde avec la Pologne, tandis qu'il reprend la Sarre, remilitarise la rive gauche du Rhin jusqu'en 1938, réa-

lise l'Anchluss avec l'Autriche, détruit la Tchécoslovaquie.

Staline se rapproche de la France et de l'Angleterre, accorde à son hôte Pierre Laval (président du Conseil français) en 1935 la sensationnelle sanction de la politique de défense nationale menée en France, que les communistes avaient jusque-là violemment combattue. Dès le printemps 1934, le virage en épingle à cheveux s'est accompli. Le parti stalinien entre dans le Rassemblement populaire, dans la coalition antifasciste. En 1935, il devient férocement nationaliste, germanophobe, belliciste... Ses agents dans les syndicats veulent avec rage cette unité syndicale — qualifiée de trahison encore en 1933. — Ses propagandistes défendent le Sénat conservateur contre l'indocile syndicat des instituteurs, tendent la main aux catholiques, cherchent à réaliser le **Front des Français.** En septembre 1938, lorsque le conflit entre l'Entente et Hitler à propos de la Tchécoslovaquie s'aggrave dangereusement, ils neutralisent la classe ouvrière, sabotent les grèves dans la métallurgie parisienne. Après Munich — arrangement précaire entre l'Entente (France et Angleterre) et l'Axe (Allemagne et Italie) — ils provoquent les grèves et engagent sur tous les terrains une campagne féroce contre Daladier... le Munichois.

LE PACTE HITLER-STALINE

Mais Hitler, dès janvier 1939, perd l'espoir du consentement polonais à la liquidation du fameux couloir, à la reprise de Dantzig. L'Angleterre, désireuse de prévenir une faute de calcul d'Hitler (telle celle commise par le chancelier allemand en 1914, espérant la neutralité anglaise) proclame solennellement sa volonté de défendre la Pologne. Mais le Führer allemand, dominé par le souci d'empêcher la formation d'un deuxième front, veut neutraliser l'U.R.S.S. Des tractations secrètes — révélées par la publication en 1945 des archives de la Wilhemstrasse — s'engagent entre Berlin et Moscou.

Là, on offre d'abord des accords économiques. Ici, on les conditionne par un accord politique. L'Angleterre et la France ne peuvent rien offrir à Staline. Hitler lui offre la restitution des territoires conquis par la Pologne en 1920. Staline accepte parce qu'Hitler lui accorde en outre la liberté de manœuvre dans les pays baltes et en Bessarabie roumaine, alors que l'Angleterre et la France lui avaient refusé le sacrifice de l'indépendance de la Pologne et de la Roumanie. **C'est ainsi que furent signés à Moscou le 23 août 1939 le pacte de non-agression germano-russe, et le protocole secret consacrant les revendications de Staline aboutissant purement et simplement à la reconstitution de l'Empire du tsar.**

L'U.R.S.S. n'était pas seulement neutre. Elle devenait l'alliée de l'Allemagne hitlérienne. Non seulement elle libérait Hitler de la crainte du deuxième front, mais elle accordait à l'Allemagne un ravitaillement indispensable en produits agricoles et matières premières industrielles. Le pétrole russe alimentait les blindés allemands qui roulèrent à travers les vallées européennes en 1940 et 1941.

Hitler n'a provoqué la guerre, en septembre 1939, que **parce que ces deux conditions étaient remplies.** Par voie de conséquence directe, les communistes anglais s'associèrent aux pacifistes ; les communistes français sabotèrent la défense nationale ; les communistes américains tentèrent de paralyser les fournitures à l'Entente... **Staline livra à la Gestapo les communistes et les juifs allemands réfugiés en U.R.S.S.**

LES BENEFICES DE LA VICTOIRE DE 1945

Mais l'envahissement de l'U.R.S.S. par les troupes allemandes le 21 juin 1941 ? Ce fut sans doute un retour normal de Staline — après sa tragique défaillance — à l'alliance antihitlérienne, la fin de l'alliance monstrueuse du fascisme et du stalinisme. Hélas ! c'est Hitler encore qui prit l'initiative de la rupture. Staline fit l'impossible pour retarder cette brutale conclusion d'un conflit purement impérialiste, dans lequel la démocratie et le socialisme n'avaient rien à faire. Comme l'Allemagne impériale et la Russie tzariste, les deux monstres étaient entraînés par un irréductible conflit dans le bassin du Danube.

Les communistes français participeront désormais à la Résistance. C'est une histoire que l'on connait mieux, quoique génératrice de légendes tenaces. Les pacifistes anglais deviennent des traîtres hitlériens. Les militants ouvriers américains, qui pensent encore à la défense des salaires, sont également suspectés. On réclame du gouvernement de Washington la proscription des trotskystes, dont l'intransigeance révolutionnaire peut gêner la mobilisation aux Etats-Unis. Staline célèbre la démocratie anglo-saxonne, et ses libertés parlementaires et syndicales.

Après la victoire, l'esprit de Yalta et de Potsdam ayant déterminé un partage d'influences, il convient d'organiser l'empire stalinien en toute tranquillité, sans risquer l'intervention de l'Amérique — forte de son monopole atomique — en Europe orientale en faveur des libertés fondamentales, consacrées par le Pacte atlantique et les discussions de Yalta et de Potsdam. L'ordre est donné de ménager l'Occident. Jusqu'en 1947, les communistes français s'affirment des « républicains conséquents » (Duclos, dixit). Leurs ministres invitent les ouvriers « à retrousser leurs manches », à bannir la grève « arme des trusts ». La Fédération syndicale mondiale veut imposer le travail forcé en Allemagne. Si on soutient la révolte de Markos, dans la Grèce, dont le sort n'a pas été fixé à Yalta, si on démonte les usines en Allemagne et en Mandchourie, on ne fait rien pour aider Mao-Tsé-Toung en Chine, on ne dit rien, on ne fait rien en 1946 pour aider le Viet-Minh, on condamne les révoltes d'Afrique du Nord... Staline, pour digérer en paix ses « colonies » d'Europe, impose à ses agents de respecter les privilèges coloniaux de ses « alliés » occidentaux.

Le nouveau tournant de 1947 est-il un retour de l'U.R.S.S. aux traditions et espoirs de 1917 ? Alors que la première grande guerre, en se prolongeant, accumulait les cadavres et les ruines, Lénine pouvait espérer que la volonté pacifiste des peuples se traduirait par un bouleversement révolutionnaire. En 1947, c'est lorsque l'Amérique propose à toute l'Europe (U.R.S.S. et satellites compris) un plan de reconstruction et de rééquipement que Staline, par la bouche de son Molotov, menaça les puissances occidentales de **« grabuge et d'ouragan ».**

L'Amérique allait perdre son monopole atomique. Mais sa puissance économique demeurait prépondérante. La restauration de l'Europe industrielle ôtait à Staline le plus efficace des moyens de pression sur l'alliée d'hier. Surtout, elle permettait de rétablir les échanges normaux avec l'Europe centrale et balkanique. On n'avait pas osé disputer ses conquêtes militaires au tsar rouge. Mais l'impérialisme exige d'autres servitudes que la soumission au pouvoir politique. Il lui faut diriger les productions, les importations et exportations de ses colonies. Il fallait alors abaisser le rideau de fer entre l'Occident « marshallisé » (c'est-à-dire, les résultats actuels le prouvent suffisamment, reprenant son expansion) et l'Orient stalinisé (où tout devait être soumis aux nécessités de la super-industrialisation de l'U.R.S.S.).

NOUVELLES PREUVES DE L'IMPERIALISME SOVIETIQUE

Les intentions doctrinales restent du domaine de la spéculation intellectuelle. Les réalités économiques relèvent de l'observation scrupuleuse.

Nos contradicteurs nous affirment que Staline, puis Khrouchtchev, se sont proposé comme but final la victoire du socialisme. On les croit assez bons dialecticiens pour interpréter ainsi toutes les révélations sur l'empire stalinien. Pourqui ne tentent-ils pas cette sorte d'opération ? Jamais ils n'ont porté le débat sur les faits rapportés dans la « R.P. » depuis 1948

D'abord sur la liquidation en Tchécoslovaquie du gouvernement Bénès-Masaryck qui avait adhéré au plan Marshall, par souci de reconstituer l'industrie « indigène » du pays.

Puis sur la rupture avec Tito provoquée par l'impossibilité d'inclure la Yougoslavie dans le système économique stalinien, provoquant la paralysie presque totale du commerce extérieur yougoslave.

Sur l'ignoble procès de Rasz et de ses « complices », communistes hongrois orthodoxes, pendus parce qu'ils avaient envisagé des accords économiques directs avec d'autres pays satellites.

Sur la liquidation de toutes les directions communistes « nationales », remplacées partout par des domestiques staliniens.

Sur les actes de « génocide » perpétrés systématiquement sur l'ordre de Staline.

Sur l'utilisation des méthodes hitlériennes pour soumettre aux impératifs de la politique soviétique l'économie des pays vassaux ou neutres.

Sur la subordination en Occident des luttes politiques et syndicales menées par les communistes euxmêmes impératifs de la politique soviétique.

Nous ajouterons simplement quelques exemples à tous ceux que l'on retrouvera dans la collection de la « R.P. ».

Sur le Danube, dont Hitler voulait faire la vallée centrale de son empire, dont Staline voulait faire un fleuve russe, la navigation autrichienne était représentée avant la guerre par la Erste Donaudampfschiffahrtsgesellschaft (D.D.S.G.). Pendant la guerre, la firme est incorporée dans le consortium Hermann Gœring. Après la guerre, l'U.R.S.S. la considérant comme bien allemand revendique la remise des avoirs de la D.D.S.G. correspondant à sa zone d'occupation. Toute la flotte et les installations sont réquisitionnées par l'U.R.S.S. et constituent **la mise de fonds des Soviets dans les sociétés mixtes créées avec la navigation hongroise, yougoslave et roumaine.**

Passons sur la dénonciation par la Yougoslavie (Borba, 17 mai 1951) de la convention danubienne qui aboutissait à soumettre tout le trafic au secrétaire général de la commission constituée en 1948, évidemment agent soviétique.

En mai 1949, le gouvernement roumain accepte — librement ! — le projet soviétique de construction d'un canal Danube-Mer Noire permettant d'éviter la boucle de Braïla et Galatz, d'écourter la distance de 200 kilomètres, d'améliorer les conditions de chargement et de déchargement des marchandises, et surtout peut-être de parer aux terribles difficultés de la navigation sur les trois bras du delta.

Les travaux commencèrent aussitôt. Toute une administration spéciale fut constituée, on groupa une main-d'œuvre massive, on forma plus de 10.000 ouvriers spécialisés, on créa de véritables cités industrielles. Tout devait être terminé en 1955. En 1954, l'U.R.S.S. ordonna de suspendre les travaux. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'il faut maintenir dans la Mer Noire le monopole de la navigation et des ports russes.

Mais nous avons aussi fourni des précisions sur les conditions monstrueuses dans lesquelles le gouvernement de Moscou procéda non seulement à des migrations de populations dans les terres conquises en 1945 (l'exemple de la population allemande des pays baltes et du territoire des Sudètes a déjà été décrit) mais encore à la déportation de peuples entiers. C'est Khrouchtchev lui-même, dans son fameux rapport « secret » de 1956 qui dévoila le cas des Karatchaèves, des Kalmouks, des Tchetchènes, des Ingouches, des Balkans. Il ajouta même que **« les Ukrainiens n'évitèrent ce sort que parce qu'ils étaient trop nombreux. Sinon, ils auraient été déportés eux aussi ».**

Nous avons signalé le caractère de l'aide accordée par l'U.R.S.S. et la Chine populaire aux pays sous-développés, la vanité des contrats signés par les représentants de l'U.R.S.S.

La Finlande avait signé un accord commercial avec l'U.R.S.S. : 17 % des exportations finlandaises s'acheminaient vers l'U.R.S.S. En 1958, pour imposer à la Finlande un gouvernement composé de communistes et d'agrariens (réactionnaires partisans d'une politique pro-soviétique), l'U.R.S.S. boycotte les produits finlandais, ce qui faillit provoquer un véritable chaos économique dans le pays rebelle.

COMME LA CORDE SOUTIENT LE PENDU...

Nous avons signalé encore le « dumping » réalisé par l'U.R.S.S. et la Chine au détriment des pays producteurs de produits agricoles et de matières premières. On revend fréquemment à moindre prix des stocks achetés aux prix du marché mondial. L'affaire a été portée à l'O.N.U. en sa session de 1959 par la Bolivie, l'Indonésie, la Malaisie et le Thaïlande. Il s'agit de l'étain, de l'aluminium, du blé, du riz, du coton. Une chute de 12 % du prix de l'étain ainsi obtenue a provoqué le chômage et la misère en Bolivie. Immédiatement, les communistes boliviens ont dénoncé l'impérialisme yankee...

La Chine imitant l'U.R.S.S., un quotidien birman écrivait en janvier 1959 que **« le commerce avec les pays communistes porte en lui le germe d'un colonialisme économique bien pire que tout ce que les puissances occidentales ont pu imposer au cours du siècle dernier ».**

Nous avons lancé à nos contradicteurs un défi qu'ils pourraient relever. Peut-on nous citer un exemple d'action politique ou syndicale communiste menée dans un pays libre, qui soit contraire à la politique de l'U.R.S.S. ?

En tirera-t-on la conclusion que l'U.R.S.S. se rencontre ainsi avec les authentiques défenseurs de la classe ouvrière et du socialisme ? C'est pourquoi sans doute le parti communiste italien a voté le maintien des accords de Latran dans la Constitution — accords signés par Mussolini et le Pape, officialisant les œuvres scolaires de l'Eglise. En son nom, Togliatti a formellement offert au président Gaspari de cesser son opposition systématique, si l'Italie sortait de l'Alliance atlantique. C'est pourquoi les communistes espagnols ont lancé l'idée d'un regroupement de tous les partis opposés à Franco (monarchistes compris) pour une politique « nationale » hostile à l'influence américaine. C'est pourquoi les communistes d'Amérique latine ont accordé aux dictateurs, tel Péron d'Argentine, Batista de Cuba, Trujillo de la République dominicaine une aide qui allait de la neutralité passive à la collaboration gouvernementale, tandis que parallèlement sur le plan économique des accords étaient conclus entre l'U.R.S.S. et les Etats dictatoriaux.

Le Brésil a subi des grèves fomentées par les communistes jusqu'à la signature d'un traité de commerce...

En Guinée, à Cuba, en Egypte, au Yemen, l'U.R.S.S. envoie de l'équipement industriel ou offre des crédits avec une diabolique prévoyance. Si l'Etat ne se soumet pas politiquement, les machines s'arrêtent faute de techniciens ou de pièces de rechange, les crédits sont stoppés avant l'achèvement des travaux entrepris.

Nasser, jouant contre l'Occident, est protégé par l'U.R.S.S., qui sanctionne l'union de l'Egypte et de la Syrie en la République arabe unie.

Nasser ne jouant pas docilement le jeu de l'U.R.S.S., l'hebdomadaire communiste de Beyrouth, « Al Akhbar » (26 mars 1961), dénonce la terrible crise économique dont souffre la Syrie, et attaque violemment Nasser « **qui a resserré l'étau de son appareil de dictature sur le peuple syrien... qui a endormi l'opinion en déclenchant une violente campagne contre les capitalistes syriens, qui n'a pas interdit l'inflation des capitaux impérialistes dans ce pays...** »

NASSER ET CASTRO SAUVES PAR KHROUCHTCHEV

Mais tout cela n'ébranle pas la position fondamentale de nos contradicteurs et amis. « Tout cela est peut-être vrai, reconnaîtront-ils, cela n'empêche que les menaces de Khrouchtchev ont sauvé Nasser en 1956, Castro en 1961, que la seule présence de l'U.R.S.S. a précipité l'écroulement du régime colonial ».

Il est évidemment très difficile de discuter une affirmation aussi péremptoire. « J'appelle miracle, dit l'archevêque de Bourges, dans la « Jeanne d'Arc » de Bernard Shaw, ce qui confirme la foi ».

Confirmation bien facile. Il suffit de savoir poser habilement le problème. L'impérialisme attaque Nasser et Castro. Khrouchtchev menace. Nasser et Castro sont sauvés.

Les deux dernières propositions sont rigoureusement exactes. La première reste une simple spéculation intellectuelle. En 1956, Guy Mollet et Eden n'ont ordonné le cessez-le-feu et l'évacuation de Port-Saïd que lorsque les Etats-Unis ont pris nettement position contre l'agression sur Suez, ce qui se manifesta aussi bien par le mouvement de leur escadre en Méditerranée, que par le vote hostile de l'O.N.U. La grosse voix de Khrouchtchev n'avait-elle pas surtout l'avantage de couvrir le bruit des blindés russes en Hongrie révoltée ?

Il est prouvé que la récente aventure cubaine, organisée par des émigrés cubains — parmi lesquels dss éléments douteux — favorisée et artificiellement grossie par des gens du Pentagone et les publicistes excités, n'a nullement engagé les forces régulières des Etats-Unis et que Kennedy a — un peu tard, mais efficacement — interdit toute intervention américaine directe.

Khrouchtchev dans les deux cas n'a-t-il pas menacé gratuitement l'impérialisme rival, là franchement hostile, ici décidé à ne pas s'engager officiellement. D'ailleurs, s'il est vrai — ce dont nous ne sommes pas convaincus — que Lumumba représentait l'indépendance congolaise, les « fusées » de Khrouchtchev ne lui ont pas sauvé la vie et n'ont pas même abouti à l'évacuation du Congo par les troupes de l'O.N.U., n'ont pas empêché la victoire — peut-être fragile — de Kasavubu.

CE QUE REPRESENTE L'U.R.S.S.

Tant pis. Nous nous répétons. Rien de foncièrement nouveau dans ce que nous avons rapporté ici. Tout a déjà été dit... Tout est à redire. Mais nous nous contenterons aujourd'hui d'une conclusion provisoire. Il nous faudra revenir sur le colonialisme, le néo-colonialisme. Formuler nettement notre position.

Ce qu'il nous faut encore répéter. C'est que nos contradicteurs et amis — quoiqu'ils prétendent — en insistant sur l'efficacité de la présence de l'U.R.S.S., nous paraissent beaucoup plus éloignés que nous des valeurs révolutionnaires et internationalistes que nous avons défendues ensemble.

Si l'on s'accroche ainsi à cette seule réalité que représente la puissance économique et militaire de l'U.R.S.S., c'est parce que l'on a perdu toute confiance dans le mouvement ouvrier, c'est que l'on ne compte plus que sur un miracle issu d'une nouvelle legende dorée, sur une sorte de Providence « rouge », dont les volontés ne sont révélées qu'à quelques initiés, dont les desseins sont insondables...

La Révolution russe ne se détache pas arbitrairement d'une histoire où la lutte des classes en son évidence se perd dans les brouillards des nationalismes et des cohues révoltées. Elle pouvait liquider la politique de guerre. Elle contenait une promesse socialiste ; elle ne pouvait seule réaliser le socialisme.

Fatalement, les deux dernières guerres mondiales devaient « mûrir » les mouvements de libération et d'indépendance dans les colonies. Ceux-ci ne sont pas nés de la Révolution russe, ils sont plutôt, comme elle, les effets de la même cause.

Mais lorsque l'U.R.S.S. soumise à Staline n'a plus représenté que le capitalisme d'Etat, le totalitarisme le plus accompli, enfin un impérialisme délibérément réactionnaire, sa présence et son action n'ont réussi qu'à corrompre aussi bien les mouvements ouvriers dans les nations industrielles que les révoltes nationales dans les pays colonisés. A l'heure actuelle, alors que le colonialisme définitivement condamné n'est déjà plus qu'une survivance presque négligeable, l'intervention de l'U.R.S.S. ne peut que gêner, envenimer, dénaturer un processus normal et sain.

Reste la fameuse question de l'impérialisme « dernière étape du capitalisme » (?). Nous y reviendrons, car c'est peut-être l'essentiel. Dans les pays ex-colonisés, l'indépendance nationale peut aboutir à la constitution d'Etats autoritaires soumis à des équipes de politiciens que l'U.R.S.S. formera, soutiendra ou imposera, mettant à leur disposition ses techniques économiques et politiques, en attendant de les asservir ou de les liquider.

Faut-il donc souhaiter au contraire l'exportation des capitaux (sérieusement ralentie depuis 1914) qui les soumettrait à un « néo-colonialisme » économique ? Est-il utopique d'envisager un effort contrôlé par une autorité supra-nationale ? Alors, les investissements étrangers — évidemment destinés à produire des profits capitalistes — favoriseront l'industrialisation, étape nécessaire sur la voie du socialisme. Cela ne suffit évidemment pas pour nous satisfaire. Nous n'attendons pas le « fossoyeur » du capitalisme prévu par le fatalisme marxiste.

Pour que l'industrialisation ne s'accomplisse pas comme en Angleterre et en France au XIXe siècle, en U.R.S.S. au XXe siècle, par l'exploitation et l'asservissement des travailleurs, **il faut un mouvement ouvrier libre, il faut aussi que la solidarité internationale soit autre chose qu'un thème de propagande ou une vague aspiration sentimentale.** L'U.R.S.S., telle qu'elle est actuellement, contrarie aussi bien cette liberté ouvrière que cette renaissance de l'internationalisme ouvrier. Mais beaucoup plus confiants et optimistes que nos contradicteurs, nous ne nous résignons pas à cette malfaisante réalité. Et nous entendons déjà le message de la classe ouvrière soviétique enfin libérée, aussi sonore et lumineux que celui de la Révolution d'Octobre 1917.

Roger HAGNAUER.

Les lois contre les antimilitaristes sont semblables aux lois que l'Eglise édicte contre les hérétiques... elles soulèvent de dégoût tous ceux qui n'ont pas une âme d'esclave.

Octave MIRBEAU.

Notes d'Economie et de Politique

PAS DE TREVE AVANT D'ETRE ASSURES DE L'INDEPENDANCE

Les petits bourgeois français sont impayables. Tant qu'ils croyaient pouvoir vaincre les « fellaghas » et ramener ainsi le peuple algérien à sa condition d'esclave, ils étaient jusqu'auboutistes : la guerre d'Algérie devait être conduite avec la plus grande energie et tous les moyens devaient être employés : napalm, destruction systématique des villages, affamement des populations « regroupées », guillotinades et tortures. Ceux-là même qu'un pacifisme plus ou moins bêlant ou qu'un passé plus ou moins révolutionnaire empêchaient de prendre une position aussi tranchée refusaient de se déclarer en faveur des rebelles, ces « bicots » qui ignoraient même la lutte de classe, ou, s'ils s'y résolvaient, ce n'était qu'en multipliant les « réserves ».

Aujourd'hui, certes, il n'en est plus de même. Après sept années de guerre dont chaque jour n'a fait que renforcer le F.L.N., leur position a changé : ne croyant plus à la victoire, 90 % des Français sont résignés à la défaite. Aussi, n'ont-ils plus qu'un désir, « que ça finisse ! que ça finisse le plus tôt possible ! » Ils bêlent aujourd'hui à la paix, comme ils clamaient hier à la guerre ! Et c'est maintenant au nom du pacifisme, en se réclamant de ces sentiments humanitaires pour lesquels ils n'avaient encore hier que mépris, qu'ils se mêlent de donner des leçons au G.P.R.A. en le pressant de répondre à la trêve qu'a annoncée le gouvernement français, par un geste analogue. Vite ! la fin des combats — afin que nous puissions de nouveau dormir tranquilles !

Je regrette, messieurs, mais la tranquillité de votre sommeil importe sans doute fort peu à ceux qui ont la lourde responsabilité de conduire le peuple algérien hors de l'esclavage dans lequel vous l'avez maintenu pendant cent trente ans. Les Algériens ne sont pas entrés en guerre pour le simple plaisir d'avoir à faire la paix, mais pour *conquérir leur indépendance*. C'est leur indépendance qui leur importe et non la tranquillité de votre sommeil.

Or, il va de soi que la cessation des hostilités à laquelle M. de Gaulle les convie, n'a pour but que de permettre l'ajournement, un ajournement peut-être indéfini, de leur indépendance. Le gouvernement français est comme le petit bourgeois français. Lui aussi, il est las de la guerre. Lui aussi il voudrait la fin des combats car, lui aussi, voudrait dormir tranquille, mais, tout comme les autres Français, c'est seulement la fin de la guerre qu'il veut, et non l'indépendance de l'Algérie. Aussi, une fois son désir exaucé, une fois que les combats auraient cessé du fait de l'acquiescement du G.P.R.A. à la trêve, alors l'indépendance (ou l'autodétermination, c'est tout comme !) pourrait attendre !

Mais les Algériens savent, eux, que ce n'est que par la guerre qu'ils ont pu obtenir que le gouvernement français reconnaisse verbalement leur droit de se déterminer, que ce n'est qu'en poursuivant la guerre qu'ils sont parvenus à ce que ce gouvernement accepte de venir discuter avec eux, et qu'en conséquence ce n'est que s'ils continuent à se battre que l'actuelle conférence aboutira.

Maintenir la pression par une action armée, qui pourra d'ailleurs connaître des alternatives de ralentissement et de renforcement selon les vicissitudes des pourparlers, est la condition même pour que ces pourparlers réussissent. La guerre a imposé Evian; ce n'est que par la guerre que la paix pourra sortir d'Evian, la paix par l'indépendance.

LE GROUPE STERN EN ALGERIE

C'est sans étonnement que l'on a appris qu'un certain nombre de membres du groupe Stern — la fameuse organisation d' « activistes » sionistes dont l'action terroriste contre les Anglais et contre les Palestiniens permit aux Juifs de créer l'Etat d'Israël il y a quelque quinze ans — se trouveraient en Algérie et s'y seraient faits les instructeurs des gens de l'O.A.S. (Organisation Armée Secrète), car la similitude entre les deux situations, celle de la Palestine dans les années qui suivirent la dernière guerre et celle de l'Algérie aujourd'hui, est frappante.

Dans les deux cas, il s'agit d'un territoire arabe, habité par des Musulmans de langue arabe depuis l'époque de Mahomet ou à peu près, et où des Européens, juifs dans un cas, chrétiens dans l'autre, veulent, soit s'installer, soit se maintenir.

Dans les deux cas, il y a aussi, au moins dans une première phase, un tiers. Un tiers qui est un Etat européen, l'Angleterre pour la Palestine, la France pour l'Algérie, et qui gouverne le pays, le premier depuis un quart de siècle, le second depuis un siècle et quart, avec la mission, en droit pour le premier, en fait seulement pour le second, d'assurer la cohabitation la plus paisible et la plus « ordonnée » possible des deux communautés.

Mais le trouble vint. Dans un premier temps, la population indigène, inquiète de voir le nombre des nouveaux venus grossir à vue d'œil et acquérir une part de plus en plus grande du sol, ou bien lasse de supporter un joug centenaire qui devenait plus pesant d'année en année, se révolte. Alors, la puissance européenne, chargée du « bon ordre », d'intervenir aussitôt et de se mettre en état de mater les récalcitrants. En Palestine, c'est la terrible répression à laquelle se livrent l'armée et la police britanniques à l'encontre des Arabes palestiniens au cours des années 1930 ; en Algérie, c'est la guerre que vous savez !

Mais quelques années plus tard, l'Angleterre qui a reçu de la Société des Nations le mandat, non seulement de faire de la Palestine un « home » d'accueil pour les Israélites, mais aussi d'administrer le pays au mieux des intérêts des Arabes, se trouve devant une situation inextricable : dans ce pays aux maigres ressources et déjà largement peuplé, les Juifs veulent entrer, non plus au compte-gouttes comme précédemment, mais en masse et rendre ainsi le pays inhabitable à sa population originelle, car s'il peut nourrir un ou deux millions d'habitants, il ne peut guère en nourrir davantage. L'Angleterre se voit donc obligée de tenter de réduire le torrent des nouvelles arrivées, mais les Juifs déjà installés s'y opposent résolument et se mettent à combattre par tous les moyens, y compris, en premier lieu la terreur, la police et l'armée de cette Grande-Bretagne qui est pourtant à

l'origine de leur installation. Londres en a bientôt assez ; et elle ne cherche plus qu'à se tirer des pieds le plus vite possible. C'est finalement ce à quoi elle parvient. Sionistes et Palestiniens sont alors seuls face à face : c'est la seconde guerre de Palestine, celle sans tierce puissance ; on en connaît le résultat.

De même, en Algérie, la tierce puissance, la France, voudrait bien, dans l'impossibilité où elle s'est trouvée de vaincre les indigènes, établir un régime de compromis. Mais les Pieds Noirs s'y opposent avec la même violence que s'y étaient opposés les Sionistes et c'est alors que, tout comme en Palestine et au même moment, le groupe Stern apparaît, c'est-à-dire le groupe des professionnels de la terreur. Eux, ou leurs élèves, assassinent le commissaire central d'Alger, tout comme ils assassinaient il y a quinze ans les policiers et les soldats britanniques. Le but est le même : forcer la puissance que les événements ont obligé de devenir une puissance médiatrice, à disparaître afin de laisser seuls, face à face, les deux véritables antagonistes : les indigènes et les immigrés.

C'est en ce point précis que nous sommes. Sans doute, le jour n'est pas loin où, tout comme l'Angleterre en Palestine, la France en aura assez de combattre en Algérie sur deux fronts, et, tout comme l'Angleterre, elle ne cherchera qu'à se tirer en douce, en sauvant, si possible, la face. Pieds-Noirs et Algériens n'auront plus alors qu'à régler leurs comptes tout seuls, mais l'issue de ce règlement sera à l'inverse de celle qui suivit le conflit entre Sionistes et Palestiniens.

Débarrassés de l'Angleterre, les Juifs de Palestine en finirent en moins de deux avec les indigènes. Par la terreur et la force armée conjuguées, ils les obligèrent à s'enfuir, puis leur interdirent de rentrer dans leur pays cependant qu'ils s'emparaient de leurs terres et de leurs logis et faisaient de la Palestine un Etat juif.

Or, il semble impossible que, débarrassés de la France, les Européens d'Algérie puissent parvenir à un résultat semblable, les rapports de force n'étant pas les mêmes. En 45, le monde arabe, à peine sorti du joug abrutissant de la Turquie, n'avait pas encore pris conscience de lui-même. Depuis la fin des Croisades, le Proche-Orient n'avait pour ainsi dire jamais lutté pour sa libération ; il en est tout autrement du peuple algérien qui, sans compter ses nombreuses révoltes partielles depuis cent trente ans, vient de montrer qu'il est capable de tenir le coup à lui seul pendant sept années contre toute la population européenne d'Algérie plus presque toute l'armée française.

Aussi, penser qu'à elle seule la dite population européenne, même appuyée par le groupe Stern, parviendra à vaincre les Algériens, est pure illusion, mais une illusion que n'en partagent pas moins la grande majorité des Pieds-Noirs.

Cette seconde guerre d'Algérie, se terminera comme la guerre de Palestine, par l'extermination ou le départ d'un des deux adversaires, mais cette fois ce sont les immigrés et non les indigènes qui disparaîtront.

A moins...

A moins qu'une fois réduits définitivement à leurs propres forces, qu'une fois l'armée française partie, le million d'Européens d'Algérie ne se rende compte de la folie qu'il y aurait à vouloir vaincre les neuf millions d'Algériens, et qu'en conséquence il demande l'Aman. Aman qui lui sera certainement très volontiers accordé à condition que chaque Algérien de souche européenne accepte pleinement, sincèrement, d'être simplement un citoyen algérien comme les autres, soumis à la loi commune et non plus un maître.

Mais la passion l'emporte souvent sur toute autre considération, et la passion de dominer est l'une des plus enracinées au cœur des hommes. Il est donc impossible de prévoir quelle sera l'issue de cette seconde guerre : soumission ou Saint-Barthélemy ?

IS FECIT...

On rapporte que lorsque le ministre des Affaires Etrangères de Cuba apprit par téléphone l'assassinat de Trujillo, le dictateur noir de Saint-Domingue, il s'écria : « C'est Kennedy ! ».

Il est de fait que si l'on applique le vieil adage latin *Is fecit cui prodest* (celui qui a fait le coup est celui à qui il profite), la supposition du ministre de Castro vient tout de suite à l'esprit car, au moins depuis le 1er mai dernier, Trujillo représentait un très grand danger pour Washington.

Durant ses trente années de dictature, les rapports de Trujillo avec les Etats-Unis passèrent par deux phases. Tout au long de la première, de beaucoup la plus longue, Trujillo prit place, aux yeux de l'Amérique, parmi les « bons dictateurs » ; comme tous ses congénères d'Amérique centrale et méridionale, il était choyé et soutenu par les Américains, en contrepartie de quoi il assurait la « sécurité » des capitaux que ceux-ci investissaient dans son pays.

Ce n'est qu'en 58 que les rapports entre les deux Etats se modifièrent. Et ce, à la suite d'une histoire idiote. Son fils, qui résidait en Amérique, ayant été accusé par des parlementaires américains de trop faire la noce, et un diplôme lui ayant été refusé par l'école militaire dont il était, soi-disant, élève, Trujillo, en bon roi nègre qui entend que rien ne lui résiste, prit la mouche et se mit à engueuler Washington. Du coup, Trujillo passa du camp des « bons dictateurs » à celui des mauvais dictateurs (1). On ne s'était jamais aperçu jusque là que c'était un dictateur ; du jour au lendemain il devint le plus féroce des tyrans.

Mais cela n'était tout de même que peu de chose ; Trujillo aurait pu continuer à donner asile paisiblement à tous les péronistes et à tous les batististes, et même à organiser, à l'occasion, quelques tentatives d'assassinat contre des chefs d'Etats voisins qui ne lui plaisaient pas, ainsi qu'il le fît, paraît-il, à l'encontre de l'actuel président du Venezuela, sans qu'on songe à le faire disparaître, s'il ne s'était produit, brusquement, et tout récemment, un fait nouveau.

Trujillo qui avait été un défenseur acharné de Batista et avait pris la tête de l'opposition à Castro dans les Antilles au début de la révolution cubaine, s'était sensiblement rapproché, ces temps derniers, du gouvernement castriste. Les attaques verbales réciproques avaient cessé et l'on prétend même qu'elles avaient cédé la place à d'amicales négociations.

Toujours est-il que lorsque, le 1er mai dernier, Castro proclama Cuba « république socialiste », Trujillo déclara que son pays était lui-même « socialiste ». Je ne sais ce qu'il aurait pu apporter à l'appui de cette prétention, mais il est sûr qu'une telle déclaration pouvait être prise comme signifiant qu'il avait l'intention de faire de Saint-Domingue un pays « socialiste », en y procédant, à la manière de Castro, à une réforme agraire ou à quelque nationalisation de biens yankee.

Et comme, d'après ceux qui ont suivi particulièrement sa carrière, Trujillo était un demi-fou,

(1) De même que Franco est passé, inversement, du camp des mauvais dictateurs au camp des bons.

impose l'arrêt de la course aux armements et le rejet de tout type d'armes et notamment des engins nucléaires dévastateurs.

VI. — **Au centralisme bureaucratique nous opposons le fédéralisme.**

Nous sommes, par nature, ennemis de tout type d'organisation politique, sociale ou économique de caractère centralisateur. Nous estimons que l'organisation de la société doit aller du simple au composé, de bas en haut, c'est-à-dire en commençant par les organismes de base — municipalités, syndicats, coopératives, centres d'enseignement, associations paysannes, etc. — pour les intégrer dans les grandes organisations nationales et internationales, sur la base du pacte fédéral entre égaux qui s'organisent librement pour poursuivre des objectifs communs, sans dommage pour aucune des parties contractantes, celles-ci ayant toujours la liberté de se séparer de l'ensemble quand elles l'estiment utile à leurs intérêts. Nous voyons l'organisation, tant sur le plan national qu'international, dans le sens et la forme de grandes confédérations syndicales, paysannes, municipales et culturelles, qui auront pour mission de représenter les ensembles sans avoir d'autres droits que ceux qui leur sont confiés pour chaque cas par les organismes de base fédérés.

L'esprit de liberté des peuples ne peut trouver son expression la plus large que dans une organisation de type fédéraliste, qui établira les limites de la liberté de chacun et qui, en même temps, garantira la liberté de tous. La centralisation politique et économique conduit, comme l'expérience l'enseigne, à la création d'Etats monstrueux, totalitaires, à l'exploitation et à la misère des grandes masses populaires du monde.

VII. — **Sans liberté individuelle il n'est point de liberté collective.**

Nous, syndicalistes libertaires, sommes des partisans décidés des droits individuels. Il n'y a pas de liberté pour l'ensemble si la partie est esclave ; il ne peut exister de liberté collective là où l'homme, individuellement, est victime de l'oppression. Nous considérons qu'il est urgent de garantir les droits humains, c'est-à-dire la liberté d'expression, le droit au travail, à une vie digne, la liberté de religion, l'inviolabilité du domicile, le droit d'être jugé par des personnes impartiales et justes, le droit à la culture et à la santé, etc..., sans quoi il n'est pas de normes civilisées pour la coexistence entre hommes. Nous sommes contre la discrimination raciale, contre les persécutions politiques et l'injustice économique et sociale. Nous sommes partisans de la liberté et de la justice pour tous les hommes, y compris pour les ennemis de la liberté et de la justice.

VIII. — **La révolution appartient à tous.**

La « Agrupacion sindicalista libertaria » réaffirme sa volonté d'appuyer la lutte pour la libération intégrale de notre peuple, et rappelle que la révolution n'appartient à personne en particulier mais au peuple en sa totalité. Nous soutiendrons, comme nous l'avons fait jusqu'à présent, toutes les mesures révolutionnaires qui visent à guérir les vieux maux qui nous affligent, mais nous lutterons aussi, sans trêve, contre les tendances autoritaires qui surgissent au sein même de la révolution. Nous fûmes contre la barbarie et la corruption du passé ; nous lutterons contre toutes les déviations qui prétendent mouler notre révolution suivant les modèles totalitaires, avilissant la dignité humaine, qui existent dans d'autres pays.

L'Etat, en dépit de ce que disent ses adorateurs de droite ou de gauche, est quelque chose de plus qu'une excroissance parasitaire de la société des classes : c'est la source génératrice de privilèges politiques et économiques et, par conséquent, créatrice de nouvelles classes privilégiées. Les vieilles classes réactionnaires qui luttent désespérément pour reconquérir leurs privilèges abolis nous trouvent face à elles ; les nouvelles classes oppressives et exploiteuses qui déjà surgissent à l'horizon révolutionnaire nous trouveront aussi face à elles. Nous sommes pour la justice, pour le socialisme et pour la liberté ; nous luttons pour le bien-être de tous les hommes, quelles que soient leur origine, leur religion ou leur race.

Sur cette ligne révolutionnaire, travailleurs, paysans, étudiants, hommes et femmes de Cuba, nous tiendrons jusqu'au bout. Pour ces principes nous risquerons la liberté et, si nécessaire, la vie.

(La Havane, juin 1960.)

APRES « L'INVASION »

Une information, datée du 14 mai, émanant des amis libertaires de Cuba :

« L'invasion s'est produite de façon inattendue ; les organisations clandestines n'en avaient pas été informées. Ce manque d'information a paralysé toute décision d'action. Nous, en tout cas, de même que diverses organisations proches n'avons eu aucune nouvelle.

« Immédiatement le gouvernement a arrêté toute personne considérée comme opposée au régime. Seuls ceux qui se trouvaient déjà dans la clandestinité n'ont pu s'échapper. On ne possède pas le chiffre exact des détenus, mais on estime qu'à La Havane seulement il y en eut 40.000. »

DECLARATION SUR CUBA DE LA LIGUE LIBERTAIRE DE NEW YORK

(Rappelons que la « Libertarian League » de New-York a longtemps soutenu les premiers maquis du mouvement « 26 de Julio » et que ses locaux servirent plusieurs mois à son état-major ainsi qu'à diverses autres organisations anti-Batista, alors que s'organisaient leurs activités clandestines.)

La véritable révolution cubaine est encore à venir. Ce sera la révolution sociale à la fois contre le totalitarisme de Fidel Castro et contre l'impérialisme américain. Ces deux forces mauvaises doivent être renversées. La Ligue Libertaire appelle tous les révolutionnaires indépendants à exiger que le peuple cubain soit autorisé à faire sa propre révolution, libre de toute intervention de quelque côté que ce soit.

Nous applaudissons tous les combattants de la liberté qui luttent pour de plus grandes libertés et pour la justice sociale, et non pour faire tourner les aiguilles de l'horloge à contre-sens. Ils doivent être indépendants des intérêts impérialistes américains.

La révolution cubaine a été trahie par Castro. Elle sera doublement trahie par l'intervention des Etats-Unis. Cuba ne doit pas devenir une Corée ou un Laos. Ni le Département d'Etat américain ni l'Union soviétique n'ont aucun droit d'intervenir dans la révolution cubaine. La faute de Castro fut de réagir à la pression américaine en plaçant Cuba dans l'orbite soviétique et en introduisant les structures et les méthodes staliniennes liberticides. La révolution de Castro s'est orientée dans le sens réactionnaire de la nationalisation totalitaire au lieu d'avancer vers la solution révolutionnaire authentique par le contrôle ouvrier.

Laissons le peuple cubain juger Castro et s'en occuper. Si nécessaire, laissons Cuba demeurer plus longtemps l'exemple, pour le reste de l'Amérique latine, de ce qu'est un régime totalitaire. Le temps viendra où les Cubains eux-mêmes le découvriront et le renverseront. La voie ne peut être forcée sans que s'ouvre une longue et sanglante guerre civile ou que se produise un retour à l'exploitation impérialiste nord-américaine qui a déjà été condamnée.

Pour les latino-américains de toutes les classes sociales, l'impérialisme des Etats-Unis est l'ennemi héréditaire. Ils n'ont qu'une faible expérience de l'impérialisme stalinien et de ses méthodes. Le défi de Castro lancé à l'impérialisme américain a touché une corde sensible. De nombreux Cubains non staliniens ont été emportés par l'enthousiasme pour une « révolution sociale » à leurs portes.

Certaines des réformes amorcées après la chute de Batista sont apparues comme avantageuses pour le citoyen. Les intérêts nord-américains dans l'industrie du sucre ont été écartés et de nombreuses réformes sociales longtemps retardées ont été décidées. La plupart de ceux qui combattent aujourd'hui Castro participèrent à ces transformations sociales.

Mais, comme ce fut le cas en Russie il y a quarante ans, la véritable révolution sociale a été usurpée par la contre-révolution étatique des « communistes » totalitaires. La révolution du peuple s'est muée en révolution de l'Etat qui substitue le capitalisme d'Etat au capitalisme privé.

Batista fut renversé grâce à un ensemble de forces et de circonstances. Ce ne fut pas grâce à l'œuvre personnelle de Fidel Castro. Des étudiants, des travailleurs, des intellectuels sont morts par milliers au cours de la lutte. Batista avait été affaibli et son armée était devenue pratiquement inutile. Même dans ces circonstances il est douteux que la victoire eût été assurée sans l'aide matérielle fournie par le gouvernement Betancourt du Vénézuéla, et, au dernier moment, par le retrait des appuis nord-américains à la tyrannie.

Au cours des vingt-huit mois qui se sont écoulés depuis la chute de Batista, l'Etat cubain a évolué suivant des normes nettement totalitaires. La plupart des industries et des secteurs les plus importants de l'agriculture cubaine ont été nationalisés sous un rigide contrôle de l'Etat. Les syndicats ont été transformés en un « Front du Travail » dont dispose l'Etat. L'autonomie de l'Université a été liquidée. La liberté de la presse et de communication en général, la liberté d'association et de réunion ont pratiquement cessé d'exister. Les tentacules de l'Etat totalitaire sont présentes dans chaque aspect de la vie cubaine.

Le seul parti politique légal est aujourd'hui le Parti socialiste populaire (stalinien). L'anticommunisme est assimilé à la contre-révolution par Castro. Le mouvement du 26 Juillet s'est dissous dans son essence, laissant Castro et quelques-uns de ses intimes collaborer au sein de l'organisation stalinienne. Cette dernière a la mainmise sur les comités national et provinciaux des syndicats ouvriers qu'elle contrôle. Mais ce n'est là de toute manière qu'une simple formalité, puisque le ministre du Travail a le droit de changer les comités syndicaux et les fonctionnaires à son gré. Le ministre du Travail, Augusto Martinez Sanchez est, suivant des camarades cubains, un vieux militant stalinien.

Le stalinisme est parvenu à imposer une dictature plus dure et plus étroite que ne le fut celle de Batista. Les masses se trouvent soumises à une combinaison de démagogie et de terreur. Elles ont par là moins de possibilités de développer leur lutte. Le combat actuel contre Castro exigeait des actions politiques et sociales conduisant à la grève générale, laquelle aurait peut-être pu, alors, déboucher sur une lutte armée. Mais la coalition politique de l'opposition a choisi une solution militaire. Ce fut malheureux, mais bien dans la tradition latino-américaine. Elle suivit le modèle de la révolte contre Batista.

Les « envahisseurs » de Cuba étaient sincères ; c'étaient des Cubains décidés à sauver leur pays d'une dictature abhorrée. Il s'agissait d'éléments semblables à ceux qui combattirent aux côtés de Castro il y a trois ans. Beaucoup, sinon la plupart sont les mêmes hommes. Ce ne fut pas une invasion dans le sens habituel du terme. Comme ce fut le cas autrefois pour le mouvement castriste du 26 juillet, le Conseil révolutionnaire cubain reflète les luttes intérieures qui déchirent Cuba. Les assauts sur les plages cubaines, lancés de l'extérieur, étaient destinés à épauler les forces antidictatoriales de l'île dont ils n'étaient qu'un prolongement.

Les partisans de la liberté à travers le monde ne peuvent agir autrement qu'en aidant aux efforts pour liquider Castro, quel que soit le temps que cela prendra. En dernière analyse, seul le peuple cubain est capable de résoudre les problèmes politiques et sociaux de son pays ; et cela, il ne peut le faire que contre les intérêts impérialistes nord-américains et russes simultanément. Dans la mesure où elles savent que les Etats-Unis aident les forces de l'opposition, les masses cubaines hésiteront à soutenir ces dernières. Nous savons, et les travailleurs cubains le savent, que le Département d'Etat des Etats-Unis est incapable de s'opposer à la tyrannie stalinienne sur le seul terrain où celle-ci peut être effectivement combattue.

En Hongrie, en 1956, ce furent des révolutionnaires antistaliniens qui menèrent la lutte. Pour des raisons que leur étaient propres, des éléments réactionnaires et même totalitaires participèrent à la révolution. A Cuba, les non-révolutionnaires jouent un plus grand rôle. Deux secteurs principaux existent : les impérialistes américains et leurs serviteurs cubains, qui espèrent restaurer une dictature du type Batista ; et la coalition antitotalitaire que représente le Conseil révolutionnaire cubain. Nous sommes résolument contre les premiers et lutterons contre eux par tous les moyens.

D'autre part, nos sympathies vont à tout opposant véritable au totalitarisme. Libertaires, socialistes, révolutionnaires antistaliniens de tous genres, démocrates « conservateurs » et libéraux de toutes nuances font cause commune contre la dictature stalinienne de Castro à Cuba. Dans la mesure où ils luttent pour la liberté politique, nous les soutenons. Dans la mesure où certains d'entre eux s'efforcent de rétablir un capitalisme privé ou « social », nous les combattons. La victoire des antitotalitaires peut conduire à une situation fluide et ouvrir la voie à une extension et à une évolution libertaire de la révolution brisée et usurpée par Castro.

La lutte, à la fois contre Castro et contre les intérêts économiques américains qui s'efforcent de se rétablir à Cuba, sera poursuivie. Un peuple élevé dans la tradition de Simon Bolivar et de José Marti n'acceptera pas d'être soumis à l'esclavage étatique. Pas plus qu'il ne permettra aux capitalistes étrangers de l'exploiter de nouveau.

Les révolutionnaires nord-américains qui ferment les yeux devant la monstrueuse poussée du pouvoir d'Etat sous Castro, trahissent la cause de la liberté humaine. Le pouvoir et les fruits du travail doivent revenir au peuple tout entier. Nul ne doit s'arroger le droit de lui dire ce qu'il doit faire. C'est lui-même qui doit prendre ses décisions.

Cet objectif n'est plus du domaine de l'utopie : c'est le seul but que peuvent poursuivre de tout cœur les révolutionnaires authentiques.

La conférence syndicale Panafricaine de Casablanca

Projetée depuis plus d'un an — à la conférence de solidarité des peuples afro-asiatiques organisée en avril 1960 à Conakry, elle était annoncée pour mai 1960, puis renvoyée et ajournée — la réunion syndicale panafricaine s'est finalement tenue à Casablanca du 25 au 29 mai

L'idée force qui devait animer cette rencontre était la création d'une fédération syndicale panafricaine. Les questions pratiques à régler pour que la conception devienne réalité se réduisaient à deux : définir les structures intérieures de la fédération et trouver la formule pour régler les rapports de la fédération avec les organisations internationales. Nul, en principe, n'étant adversaire d'unir ou d'associer les forces syndicales africaines, encore fallait-il que la maison fût habitable par tous.

Or, contrairement à ce que les communiqués victorieux publiés à l'issue de la conférence pouvaient laisser croire, les participants n'ont pu se mettre d'accord. La décision la plus claire de la rencontre est celle de tenir, d'ici dix mois, une nouvelle réunion, pour laisser aux organisations le temps de consulter leurs adhérents. Peut-être aurait-il fallu commencer par là...

UNE « OPERATION »

Le moins que l'on puisse dire, c'est que la conférence de Casablanca fut organisée de curieuse façon. Un certain nombre de fédérations furent expressément invitées, les autres étant seulement averties de la tenue des travaux.

Les « invités » étaient choisis dans la clientèle du groupe Ghana-Guinée et dans les relations de l'Union Marocaine du Travail. Les « avertis » comprenaient un grand nombre d'organisations syndicales authentiques, mais possédant des liens avec la Confédération Internationale des Syndicats Libres, ou avec la Confédéraiton Internationale des Syndicats Chrétiens.

Comme il n'y avait pas de commission de vérification des mandats, la confusion fut extrême, et le choix des délégations autorisées de plein droit ou admises à titre précaire fut laissé au comité organisateur. C'est ainsi que des représentants de pays où le mouvement syndical n'existe qu'à l'état de projet eurent le pas sur des délégués de fédérations syndicales authentiques. Par ailleurs, la démocratie d'opinion fut fréquemment malmenée par une présidence qui prétendait savoir où était l'intérêt suprême du syndicalisme africain, tandis qu'une bruyante « claque » — où les « observateurs » officiels de Chine Populaire, d'Union soviétique, de l'Allemagne de l'Est et de Tchécoslovaquie étaient nombreux — tentait d'imposer silence aux orateurs non conformistes. Quant aux rapports, ils furent parfois distribués une demi-heure avant les votes essentiels.

En résumé, cela sentait l' « opération ». Et les résolutions elles-mêmes le confirmèrent, car aucune ne traite des problèmes économiques ou sociaux — ce qui correspondrait à une assemblée syndicale — mis à part les textes sur l'Algérie et l'Afrique du Sud.

LE BUT

A l'origine, le dessein des organisateurs était de provoquer la création d'une centrale panafricaine dont les statuts auraient interdit aux fédérations nationales toute autre affiliation. En clair, était donné que la F.S.M. ne comptait que peu de forces organisées en Afrique, et qu'elle s'est officiellement effacée au profit de l'autonomie, cela revenait à exiger des syndicats membres de la C.I.S.L. ou de la C.I.S.C., une démission de leurs internationales respectives. Ce décrochage avait donné un net avantage politique au groupe des pays dits de « Casablanca », au détriment du groupe dit de « Monrovia ».

Cet objectif, crûment et brutalement désigné par les délégués de la Guinée et du Ghana, ne plut guère à la majorité des présents.

Le jeu de Majoub Ben Seddiq, leader de l'Union Marocaine du Travail, fut infiniment plus subtil. Sans s'engager dans la question des affiliations internationales, il s'efforça de présenter une position doctrinale, capable de rallier le plus grand nombre. Il préconisa la création d'une confédération panafricaine opposée à l'ingérence des Etats, basée sur la défense des moyens d'action syndicale, et notamment de la grève, sur le rejet de toute immixtion des organisations étrangères dans l'orientation, la gestion et l'action syndicales africaines.

C'était là une plateforme susceptible de plaire, mais dont l'énoncé, par la bouche du secrétaire de l'U.M.T., inquiéta les délégués syndicaux presqu'autant que les outrances des Guinéens et des Ghanéens. Car, pour qui connait l'ami Mahjoub... Aussi, divers représentants, et notamment Cissé Alionne, du Sénégal, intervinrent pour marquer leur accord sur le principe et demander que s'effectuent l'application et la vérification du principe !

LES BLOCS

L'effort de ralliement tenté par Ben Seddiq, en insistant sur la formule générale et en escamotant les problèmes immédiats, correspondait à sa volonté de prendre la tête d'un mouvement panafricain et de se placer en bonne position par son jeu international d'équilibre ou de bascule. Il ne pouvait cependant pas rassurer ceux qui constataient et ressentaient ce qu'étaient les méthodes employées par les organisateurs de la conférence.

Les délégués du Ghana et de Guinée eussent été bien en peine de proclamer le droit imprescriptible à la grève dans leur propre pays. Non plus que ceux de l'Egypte et d'une série d'autres nations. Par contre, les délégués des régions minières de Rhodésie étaient sincèrement favorables à semblable proclamation, mais ils ne voyaient pas du tout pourquoi cette déclaration devrait comporter, en contrepartie, l'interdiction pour eux de continuer à rester affiliés à leur internationale professionnelle ou à la C.I.S.L. par exemple. Les leaders syndicaux du Nigéria et du Kénya — Borha et Tom M'Boya — pensaient de même et ils le dirent.

Côté nord-africain, l'U.G.T. de Tunisie, inquiète du « forcing » pratiqué par l'U.M.T., et l'U.G.T.A., hésitante sur bien des questions, prenaient leurs distances.

Si bien qu'en fin de conférence — plusieurs délégués des fédérations les plus importantes étant déjà partis — il restait tout autant de problèmes à résoudre qu'à l'ouverture des travaux. Une différence pourtant : l'expérience d'une rencontre préfabriquée avait été faite, et la leçon avait servi à plusieurs des participants. A savoir, que le développement et le renforcement du mouvement syndical se fait à partir des syndicats, et non par la vertu de slogans lancés par des Etats, des partis, ou des hommes politiques, fussent-ils traduits en langage syndical, comme ils sont traduits, pour d'autres conférences, en langage féministe ou estudiantin.

EL GORJANI.

En Chine aussi !

« Je suis un nouveau membre du syndicat et j'ai été élu délégué de base cette année seulement. J'espère sérieusement être capable de faire quelque chose pour les ouvriers et les employés... Si les syndicats s'obstinent à manifester des opinions différentes sur certaines questions, la majorité des membres du parti (tous réticents à adhérer aux syndicats) crie : « Les syndicats luttent pour des droits et des avantages contre l'administration », « les syndicats s'agitent en vue de prendre une position particulière », et « les syndicats cherchent à se rendre indépendants de la direction »...

« Comme membre du parti, je dois sans aucun doute obéir à la discipline du parti et à ses décisions. D'autre part, élu par les masses comme cadre syndical, je dois écouter la voix des masses, particulièrement la voix de la majorité des masses. Je suis appelé à me familiariser avec leurs conditions et à étudier leurs problèmes. De plus, je suis appelé à leur faire connaitre certains problèmes qu'elles ne comprennent pas et leur demander quels sont leurs buts et leurs opinions. Cependant, le résultat est que la section du parti, et même la fédération générale du parti me critiquent d'avoir « organisé les masses pour attaquer la direction », et de « semer la discorde entre les masses et les dirigeants ». On me dit que je dois étudier les problèmes avec la direction et non avec les masses, que discuter les problèmes avec les masses signifie « devenir la queue des masses ». En un mot, ils estiment que les décisions de la direction doivent être appliquées, bonnes ou mauvaises, et que les syndicats doivent soutenir inconditionnellement la direction et expliquer aux masses « la correction de certaines mesures injustes ».

« Je suis considéré comme un membre du parti trublion. Mes conceptions vont à l'encontre des réalités — telle est la triste contradiction dans laquelle je me trouve... »

Lo Yu-wen, *Daily Worker*, Pékin, 22 mai 1961.

(Cité par Roderick MacFarqhar dans *The Hundred Flowers* (« Les Cent Fleurs ») Stevens and Sons, Londres.)

La lettre ci-dessus, publiée dans le quotidien communiste chinois illustre on ne peut mieux le problème de la dictature du parti qui s'oppose à la réalité des sentiments ouvriers, problème que nulle formule, même celle du « centralisme démocratique », ne peut résoudre.

LES GRANDES LIGNES DE L'HISTOIRE

OU : L'OCCASION OU JAMAIS DE METTRE LES POINTS SUR LES I

Un de nos jeunes lecteurs qui signe : F. Leunois, a envoyé à Louzon la lettre qu'on lira ci-dessous. C'est une défense et illustration de l'U.R.S.S. et du communisme du type russe. Dans cette lettre qui — on va en juger — est un document sérieux, F. Leunois nous pose des questions avec un certain défi d'y répondre. Nous allons donc y répondre. Ce sera même une belle occasion de préciser, pour nos jeunes lecteurs et pour les moins jeunes, notre position par rapport à l'U.R.S.S. et au communisme russe. Certains nous diront peut-être que cela fait trente-sept ans que nous ne faisons que cela. Il est prouvé qu'il faut toujours y revenir.

Une remarque encore, avant de commencer. On pourrait s'étonner que cette lettre soit adressée à Louzon, que le reproche d'anticommunisme soit fait à Louzon. Les « Notes d'économie et de politique » sont telles que les réactions qu'elles suscitent, dans les deux sens opposés, peuvent nous servir de baromètre. Il y a des moments où elles soulèvent d'autres indignations que celles de Leunois : des lettres nous arrivent pour protester contre la tendance pro-communiste de Louzon : par son anticolonialisme, son anti-américanisme, il ferait le jeu de l'U.R.S.S. et de ses différentes agences. Il y a d'autres moments où la tendance dominante des lettres que nous recevons est — comme celle de Leunois — de reprocher à Louzon et, plus encore à la « R.P. », son anticommunisme systématique. Nous sommes plutôt dans une période de ce deuxième type. L'étude de cette « conjoncture » épistolaire est d'ailleurs pleine d'intérêt et elle n'est pas sans relation avec la conjoncture générale.

Et maintenant, donnons la parole à notre correspondant.

« *Réellement, je n'arrive plus à suivre Louzon. Celui-ci n'hésite plus à dire franchement : Eisenhower et Dulles avaient pratiqué en Extrême-Orient la même exécrable politique qu'ils pratiquaient dans le Proche-Orient : soutenir les oligarchies féodales et corrompues en les gorgeant d'or. Mais quand ces peuples se libèrent et mettent à la porte ces dictateurs-valets, loin de s'en réjouir, Louzon se lamente : perte du Laos, drame, mirage moscovite. C'est que cette libération n'a été possible que grâce à l'U.R.S.S. Or tout en admettant cette réalité, Louzon ne veut pas en tirer les conséquences : l'U.R.S.S. est une force authentique de libération en Asie, en Afrique et en Amérique. Vous n'osez pas vous demander : si l'U.R.S.S. n'existait pas, l'Occident aurait-il laissé balayer ces oligarchies ? Répondez sincèrement. Sans l'U.R.S.S., où en seraient la Chine, l'Indochine, l'Indonésie, le Congo, Cuba ?*

Depuis que j'ai vécu en Algérie la trahison d'un Guy Mollet et d'un Lacoste, chaque fois que je lis la « R.P. », j'y cherche des reproches valables contre le camp soviétique. Mais il faut le dire, je n'en trouve pas beaucoup. Tout ce que vous mettez en avant sont de simples pailles vis-à-vis des poutres qui bouchent les yeux de l'Occident.

Pour bien faire, il faudrait reprendre tous vos articles depuis plusieurs années, mais cela demanderait beaucoup de temps. Il y aurait d'ailleurs une difficulté majeure à laquelle je ne m'attendais pas du tout a priori, mais que m'a fait apparaître un premier essai. Relisez vos articles, vous verrez. Vous êtes tellement antirusse que vous n'éprouvez plus le besoin d'expliciter vos reproches. Vos attaques restent essentiellement sur le plan du vocabulaire : le tsar, la bureaucratie, le capitalisme d'Etat ; ou encore celui des guillemets « communiste », « marxiste ». Un peu comme la propagande du gouvernement avec les soi-disant « ministres » du G.P.R.A. Maintenant quelle est votre démarche d'esprit quand vous arrivez à comparer Khrouchtchev à un tsar, quand vous le jugez « communiste » avec des guillemets, quand vous ignorez ses attaques contre la bureaucratie ? J'avoue ne pas la voir du tout et j'ai cherché en vain un de vos articles qui puisse m'éclairer. Quant aux arguments plus palpables du genre : A l'Est, les journaux anarchistes sont interdits, à l'Ouest ils sont permis. Laissez-moi rire. A dire vrai, j'y ai cru et l'ai même défendu quand vous le sortiez pour la Corée du Nord et la Corée du Sud du temps de Syngman Rhee. Mais les événements ont montré quelle était sa valeur. A Alger, du temps où le « Monde » et « l'Express » étaient interdits, on voyait de temps en temps fleurir « le Libertaire » aux devantures des kiosques pour faire croire aux R.P. d'Amérique, d'Angleterre et d'ailleurs que Lacoste était un vrai socialiste.

Je me contenterai donc d'aborder un certain nombre de problèmes qui me semblent fondamentaux. Je demanderai au noyau de la « R.P. » de m'apporter la contradiction. Je sais pourtant qu'à la « R.P. » tout le monde est profondément honnête et essaie de décrire et d'interpréter la réalité avec autant de désintéressement que Galilée quand il défendait la rotation de la Terre. »

***

Notre camarade va nous poser maintenant une série de questions, développées en plusieurs paragraphes. Nous y répondrons donc point par point. Mais nous allons souffler un peu après son introduction substantielle. L'envie ne nous a pas manqué de la hacher d'interruptions. Mais il faut jouer le jeu, et nous avons tenu à présenter d'un seul jet les considérations générales de F. Leunois. Il voudra bien maintenant nous autoriser quelques commentaires.

Commençons par la fin. Elle est inattendue Alors que, d'ordinaire, le venin est dans la queue, ici nous sommes comblés. Jamais nous n'aurions osé écrire cela sur nous et invoquer Galilée ! Galilée, le symbole de la lutte inégale contre l'Eglise toute puissante ; le crieur de vérité face au dogme ! Quand, après avoir fait amende honorable, Galilée murmurait, paraît-il : « Et pourtant, elle tourne... », c'était ce faible, cet humilié qui avait raison. Tout ce que Leunois venait de dire appelait, dans le meilleur des cas, cette conclusion : les types de la « R.P. » sont honnêtes, mais ils se trompent. Et voilà qu'il nous rattache à la tradition de Galilée, l'honnête homme qui avait raison ! Une différence pourtant avec Galilée : nous n'avons pas l'intention de faire amende honorable.

« L'U.R.S.S., écrit Leunois, est une force authentique de libération. » Dans l'état actuel de la division du monde en deux camps, l'U.R.S.S., c'est incontestable, soutient tous les mouvements de libération qui se produisent dans l'autre camp.

Elle aide tous les mouvements qui affaiblissent l'autre camp, elle accélère donc ici le processus de décolonisation. En ce sens, elle joue, dans l'autre camp, un rôle progressif. Cette reconnaissance d'un fait évident ne doit pas nous empêcher de voir cet autre fait non moins évident : l'U.R.S.S. s'oppose, avec des moyens au moins aussi brutaux que ceux de l'Occident, aux mouvements de libération, nationale ou autre, qui se produisent à l'intérieur de son propre camp. La question mérite au moins d'être posée de savoir si elle n'amorce pas, pour son compte, un autre processus de colonisation d'un type nouveau. De quel joug, par exemple, la Yougoslavie s'est-elle libérée ?

Le caractère ambigu du rôle de l'U.R.S.S. n'apparait pas que dans la décolonisation. Le fait que l'U.R.S.S. existe et se développe avec un système différent de celui de l'Occident n'est pas non plus sans avoir une influence utile sur les réactions du patronat occidental ; la peur lui donne parfois un commencement de sagesse. Mais les idéologies et les méthodes que le stalinisme a introduites dans le mouvement ouvrier occidental l'ont corrompu à ce point que beaucoup d'honnêtes militants ont pu dire : le stalinisme est la vérole du mouvement ouvrier. L'hégémonie de l'U.R.S.S. a donné au mouvement ouvrier les attributs de la puissance. Qu'importe, si elle l'a pourrie de l'intérieur !

Un autre exemple : l'Espagne. L'U.R.S.S. a « soutenu » la république espagnole contre Franco. Mais ce soutien avait de dures contreparties. Beaucoup de combattants de l'époque — même parmi ceux qui se trouvaient alors dans les rangs communistes — ne se dissimulent pas le rôle négatif de l'U.R.S.S. en Espagne et la part de responsabilité qu'elle porte aussi dans la défaite.

Notre contradicteur quitte maintenant le terrain de la « Realpolitik », pour entrer dans le jeu des suppositions. Si... Si l'U.R.S.S. n'existait pas... Mais l'U.R.S.S. existe et nous n'avons pas autre chose à faire que d'éprouver son existence. Si l'U.R.S.S. n'avait jamais existé, l'histoire n'aurait pas arrêté son cours depuis plus de quarante ans, et nul ne sait quelles seraient aujourd'hui les grandes lignes de l'histoire. Ces suppositions n'ont pas de sens, mais si nous voulions imiter J. Leunois, nous pourrions dire : si Staline n'avait pas existé, Hitler aurait-il existé ? Si le pacte germano-russe n'avait pas été conclu en août 1939, la guerre se serait-elle déclenchée alors ?... Si... mais arrêtons ce jeu que nous pourrions continuer longtemps. Sa vanité se résume de la façon bien connue : si ma tante en avait...

Puisque nous avons été amenés à parler de Staline, vous remarquerez qu'à aucun moment F. Leunois n'a évoqué Staline et le stalinisme. Une « paille » seulement, pour reprendre son propos. Une petite « paille » : un quart de siècle de tyrannie marquée de crimes. Quand nous les dénoncions, ces crimes, et que Staline était encensé à l'égal d'un Dieu, il ne manquait pas non plus de camarades pour nous reprocher notre parti-pris et pour parler de nécessités historiques, ou bien de « pailles ». Camarade Leunois, il te faut prendre aussi la responsabilité de Staline.

Donc, tu t'es penché sur nos vieux articles, nos textes de plusieurs années. Tu as bien fait. Nous avons ici même recommandé cette méthode. Mais tu devrais l'appliquer aussi à « l'Humanité » et aux publications communistes en général. Je t'assure que tu y trouverais des dégustations supérieures. Il y a une critique que tu nous fais et qui est justifiée, au moins partiellement : « vous n'éprouvez plus le besoin d'expliciter vos reproches ». Evidemment, il y a chez nous des camarades qui ont pas mal de bouteille, qui ont vécu des événements et des expériences dont le souvenir ne les quitte plus ; ils leur sont devenus si familiers qu'ils n'éprouvent plus le besoin — comme tu le dis — de les rappeler à de plus jeunes qui n'en ont pas été directement frappés. De ce point de vue, nous avons tort souvent. Mais on nous a fait aussi le reproche contraire : vous vivez trop dans le passé et vous exploitez, comme le dit quelque part Trotsky, « un capital de souvenirs ». En tout cas, il est bon que des lettres comme celle de Leunois viennent de temps en temps nous permettre « d'expliciter ».

Vous restez, nous dit-il, « sur le plan du vocabulaire ». Exemples : la bureaucratie, le capitalisme d'Etat. Quelques lignes plus bas, il met néanmoins au crédit de Khrouchtchev sa lutte contre la bureaucratie. C'est donc que celle-ci n'est pas un mot, mais une réalité. Une réalité que Khrouchtchev connait bien pour y avoir grandi à l'ombre du terrible tyran qu'il a tenté d'exorciser. Quant à la question du capitalisme d'Etat que Lénine lui-même pressentait dans la Russie dont il venait d'être l'artisan, c'est une question sur laquelle il faudra revenir, car, malgré notre désir d'éclaircissement, nous ne pouvons pas aujourd'hui tout « expliciter ». Contentons-nous seulement d'amorcer une discussion ultérieure en posant à notre tour une question. Si le régime de l'U.R.S.S. n'est pas du capitalisme d'Etat, alors qu'est-ce qui est du capitalisme d'Etat ?

Il paraît que nous mettons trop de guillemets. Leunois n'en met pas assez. L'usage fréquent des guillemets vient du fait qu'aujourd'hui beaucoup de mots sont employés hors de leur sens, ou dans un sens corrompu. Il nous faut bien mettre des guillemets quand, derrière le mot employé, il y a tout autre chose que ce qu'on s'attendrait à y trouver. Le camarade Leunois ne met pas de guillemets où il devrait en mettre. Il écrit, par exemple : le camp soviétique. Or, il sait ce que c'est qu'un Soviet. Eh bien ! s'il en découvre un en U.R.S.S., il voudra bien nous le signaler. La Russie est dite « soviétique » alors qu'il n'y existe aucun soviet. Vous voyez bien que les guillemets sont indispensables.

Que les journaux anarchistes paraissent ou ne paraissent pas, cela n'est pas important pour notre contradicteur. Il insinue même que la parution du journal libertaire est une astuce du pouvoir qui la tolère pour donner le change et en faire croire « aux R.P. d'Amérique, d'Angleterre et d'ailleurs ». (D'ailleurs ? Comment, d'ailleurs ? Pas de Russie en tout cas, où tout le monde chante la même chanson. Mais cela non plus n'a pas d'importance.) Le camarade Leunois pose très mal la question de la liberté de la presse. J'ai connu un gars qui, « l'Humanité » au poing, me disait : ça ne t'étonne pas, toi, que le gouvernement laisse paraître « le Canard Enchaîné » qui l'attaque de cette façon ? Il suffoqua quand je lui répliquai : ça ne t'étonne pas, toi, que le gouvernement laisse paraitre « l'Humanité » qui l'attaque de cette façon. Car c'est là la question, toute la question. Laissons de côté les journaux libertaires puisque cela n'intéresse pas Leunois. Mais « l'Humanité » paraît chaque jour au pays du pouvoir personnel et de la dictature des monopoles. Il y a bien quelques saisies qui soulèvent d'ailleurs de justes protestations (ce qui n'est pas nouveau, « l'Humanité » était saisie au moins aussi souvent il y a trente ans). En général, « l'Humanité » est là chaque matin. Les affiches du parti communiste sont librement collées, ses tracts sont diffusés. En période d'élection ou de référendum, Maurice Thorez dispose des ondes au même titre que Guy Mollet. Cela n'a pas d'importance ! Bien, bien. Alors c'est la liberté

de la presse qui n'a pas d'importance. Mais si, néanmoins, vous posez cette question, posez-la bien ; ne parlez pas de « paille » sans montrer la « poutre ». Sur ce point sans aucune importance, il nous faut bien constater que la dictature du prolétariat (je me retiens pour ne pas mettre de guillemets), quarante ans après la prise du pouvoir, n'a pas la même mansuétude que la dictature des monopoles. Elle, au moins, elle ne donne pas le change.

***

J'ai déjà beaucoup parlé et, apparemment, je n'ai pas encore répondu aux vraies questions posées par Leunois. Mais vous verrez que le terrain est déjà bien déblayé. Redonnons donc la parole à F. Leunois. Il nous attaque en trois points :

LA REVOLUTION RUSSE DE 17, SUCCÈS BIEN PLUS GRAND QUE LA REVOLUTION FRANÇAISE DE 89

Quarante-quatre ans après 1789, il y avait la monarchie de Juillet, après une restauration très réactionnaire et une période césarienne absurde où Napoléon, par folie des grandeurs, avait fait massacrer bien des Français et des Européens. Eh bien ! malgré ses échecs et ses crimes, la Révolution française fut une grande chose nécessaire à l'émancipation humaine.

Or, si on fait la comparaison avec la Révolution russe, que voyez-vous au désavantage de cette dernière ? Personnellement, j'ai beau chercher, je ne vois pas. Il ne faut pas oublier que la Révolution russe a débuté en pleine guerre dans un pays qui avait un retard technique et industriel certain par rapport à d'autres nations, ce qui n'était pas le cas pour la Révolution française. Ses premiers succès acquis, on pouvait espérer que le prolétariat occidental prendrait sa part à la peine. C'était oublier l'état d'abâtardissement dont il avait fait preuve en acceptant, de 1914 à 1918, une guerre tribale absurde, menée par des dirigeants capitalistes, obnubilés par des intérêts à la petite semaine. Le fascisme, l'hitlérisme devaient suivre. Vous me direz : les communistes ont leurs responsabilités. Peut-être ! Mais dans la mesure où ils voulaient être, avec raison, un parti de masse et où cette masse était prête au crime et au massacre. Quand on y réfléchit, on est abasourdi par la barbarie de cette Europe qui se croit civilisée. J'étais trop jeune pour avoir senti cette période, mais je pense qu'on peut faire des comparaisons valables avec ce qui s'est passé pendant la « première » guerre d'Algérie. Les éléments les plus conscients du P.C. ne voulaient pas perdre le contact avec les ouvriers dont les fils se plaignaient de ne pas tuer assez de ratons et de ne pas brûler assez de mechtas pour en finir vite et avoir la quille. Ils n'ont donc pas su toujours faire prendre des positions justes. D'autre part, obnubilés par leur isolement, les communistes ont voté les pleins pouvoirs aux socialistes et au gouvernement de front républicain dont, il faut l'avouer, j'avais salué la victoire. C'était une erreur prévisible qui fut confirmée par les événements, au delà de ce qu'il était possible de penser à l'époque. Mais de là à les accuser des crimes de Guy Mollet en Algérie et à Suez, comme le font certaines de mes connaissances de gauche qui ont voté oui au referendum, il y a un monde.

Il faut regarder les grandes lignes de l'Histoire. En industrialisant la Russie et la Chine, en développant de façon fulgurante la recherche scientifique, le communisme crée des conditions matérielles de libération incomparables. Ces résultats auront exigé des efforts. Mais pouvez-vous me citer l'industrialisation d'un pays qui se soit faite sans sueurs et sans larmes ? Personnellement, je n'en vois pas et il me semble plus humain de mobiliser les gens pour produire et faire un service civil que de les mobiliser pour faire la guerre et tuer. Maintenant, j'avoue : l'idéal aurait été que tout cela se fasse par le volontariat et non par la mobilisation, mais était-ce possible devant la turpitude des possédants et devant notre atavisme de singe anthropoïde ?

***

Eh bien ! quand Leunois se met à poser une question, il n'y a plus moyen de l'arrêter. On trouve de bonnes choses là-dedans ; d'autres beaucoup moins bonnes ; des raccourcis historiques acceptables, d'autres qui sont contestables ; d'autres qui sont faux. Essayons de débroussailler un peu cela.

Leunois veut que nous reconnaissions que la révolution russe est une grande chose. Comme si nous l'avions jamais contesté ! Il y a encore dans notre « noyau » des vieux amis qui, en 1917 et dans les années 20, ont compris que la révolution russe était le grand événement du XX[e] siècle et qui savent, de science certaine parce qu'ils y ont participé, dans quelles conditions elle s'est produite, puis développée. Leunois est un jeune, et cete qualité lui confère le droit d'interroger et de mettre les anciens au pied du mur. Mais il y en a de beaucoup moins jeunes qui ont découvert aux environs des années 50 que la révolution russe était vraiment une grande chose, avec quelque trente ans de retard sur les fondateurs de la « R.P. ».

Donc, la révolution russe est un événement d'une importance au moins aussi grande, en effet, que la révolution française. Elle est un de ces « sauts » qui marquent la longue marche de l'humanité, une marche qui semble avoir un sens que l'on appelle le progrès. Et alors ? C'est fini maintenant ? « Les grandes lignes de l'Histoire » se sont figées. Le développement dialectique est stoppé. Il y a beaucoup de dialecticiens de ce genre : ils utilisent la dialectique jusqu'à eux seulement, mais pas au delà. Jusqu'à aujourd'hui, c'était le heurt des contradictions, la naissance et la croissance de l'antithèse au sein même d'une situation donnée, puis c'était l'éclatement et la synthèse révolutionnaire. Mais à partir de dorénavant, cette « grande ligne de l'Histoire », de toute l'histoire des hommes, cette marche ascendante, mais en ligne brisée, maintenant elle n'existe plus : nous croyons désormais au développement harmonieux et nous sommes effectivement devenus des « progressistes » ! Attention aux gandes lignes de l'Histoire ! (Leunois ne manque pas d'y mettre une majuscule. On doit cela à la nouvelle divinité). Mais qu'y a-t-il entre les grandes lignes ? Figure-toi, mon cher camarade, que nous nous intéressons beaucoup ici à ce qu'il y a entre les grandes lignes ! La vie des travailleurs, de tous ceux — ils sont la multitude — qui vivent au bas des pyramides sociales, leur vie, elle est tissée des petites lignes de l'histoire. Celles où, comme tu le dis, coulent la sueur et le sang. Tu t'en accommodes peut-être un peu trop facilement. Tu ne vois pas de pays où l'industrialisation se soit faite sans sueur et sans larmes. Moi non plus. Mais ces pays qui se sont ainsi industrialisés, on les appelait des pays capitalistes. Pourquoi faut-il appeler « socialistes » ceux qui n'ont pas trouvé méthode nouvelle de faire produire le prolétariat ? Il vaut mieux mobiliser pour produire, dis-tu, que de mobiliser pour faire la guerre. Hélas !

l'un n'empêche pas l'autre. Ne crois-tu pas justement que ce qui est mauvais, c'est de mobiliser, c'est-à-dire de laisser à des chefs incontrôlables la décision de ce qu'il faut faire des « mobilisés », dans la paix comme dans la guerre ? Mais tous ces petits hommes, écris-tu, ne sont que des descendants des singes anthropoïdes. Les grands aussi, cher camarade. Qu'est-ce qui donne le droit à ces descendants des grands singes anthropoïdes — au nom des grandes lignes de l'Histoire (majuscule) — de faire couler la sueur et le sang des autres ?

C'est aux petits singes seulement que tu en veux. Ce sont eux qui ont « accepté » la guerre « absurde » de 1914. Attention ! c'est la deuxième fois que tu introduis l'absurde dans les grandes lignes de l'Histoire. Tu vas tout foutre en l'air ! C'est encore parce que les petits singes étaient « prêts au crime et au massacre » que le parti communiste a bien été obligé de se faire criminel et massacreur. C'est parce que les petits singes voulaient tuer les ratons que le même parti communiste a voté les pleins pouvoirs. Quant à la responsabilité du prolétariat occidental dans la dégénérescence de la révolution russe, tu ne saurais mieux dire, et la « R.P. » n'a cessé de souligner cette responsabilité. N'est-ce pas non plus le fondateur de la « R.P. » qui fut un des rares militants français à ne pas « accepter » la guerre de 1914 ? D'ailleurs, certaines de tes accusations ne s'adressent pas à nous : nous n'avons pas dit de voter oui au referendum ; nous n'avons pas salué la victoire du « front républicain » !

La Révolution française, grand événement historique, a été soumise à la critique révolutionnaire des premiers communistes, des premiers socialistes, des premiers anarchistes. Sans cette critique révolutionnaire, il n'y aurait pas eu, probablement, de Révolution russe. Celle-ci, grand événement historique, doit être soumise à la critique révolutionnaire, un des facteurs de la révolution permanente. Il serait très insuffisant de dire que les tenants du pouvoir, en U.R.S.S. et dans les pays d'obédience, ne s'y soumettent pas. Eux, et leurs propagandistes dans tous les pays, emploient l'injure et la calomnie contre les militants ouvriers qui les critiquent, d'un point de vue révolutionnaire. Ils utilisent ces armes quand ils n'ont pas les moyens d'en employer une autre plus radicale, à savoir l'extermination. Ils prouvent ainsi qu'ils n'ont rien inventé, rien révolutionné, dans les bons vieux moyens de ceux qui s'arrogent le droit de dessiner « les grandes lignes de l'Histoire ».

LUTTER CONTRE LA GUERRE

A l'heure actuelle, il me semble qu'un des points essentiels pour sortir de ces impasses est de lutter pour l'arrêt immédiat de la construction des armes de destruction massive. C'est un fardeau stérile pour l'humanité entière. Et si cette action menée en France amène à un désarmement unilatéral, il n'y a, dans le cas présent, aucun inconvénient. Du temps d'Hitler, cette position aurait été une erreur profonde. A sa manière, Hitler voulait la destruction de l'humanité et on pouvait risquer l'anéantissement par bombes. Mais maintenant !

C'est nous, Occidentaux, qui avons remis nos pouvoirs à des gouvernants qui croient à la sainte trinité et autres aberrations mentales au fond très dangereuses. C'est nous, Français, qui avons des officiers qui, s'appuyant sur des anciens S.S. réfugiés à la légion étrangère, multiplient les putschs et rêvent de faire leur petit Franco. Nous ne devons pas oublier que ces mutins auraient pu facilement s'emparer de la bombe atomique qui a explosé au Sahara pendant le putsch et dont vous avez soutenu la construction. (Alors là, notre contradicteur exagère. Il fait de l'affabulation. Sa lettre est adressée à Louzon. Nous ne gardons pas le souvenir que Louzon ait « soutenu » une fois la construction de la bombe atomique française. — N.D.L.R.) *Heureusement, elle n'était pas opérationnelle et ils ne pouvaient pas encore faire un Sakiet de la taille d'Hiroshima.*

S'il y a un an, j'avais demandé de désarmer et de dégrader sur la place publique, Challe, vous auriez été le premier à pousser les hauts cris. (Décidément, F. Leunois ne va plus être pris au sérieux. Mais, mon cher camarade, nous t'aurions abandonné Challe il y a un an, et bien avant si tu l'avais voulu ! Il n'est pas possible, croyons-nous, de se tromper davantage que notre contradicteur. — N.D.L.R.) *Vous auriez nié ses objectifs. Pourtant ils étaient évidents, même avant le* 22 *avril* 1961. *Or il est quand même essentiel de désarmer et de rendre inoffensifs les gens dangereux avant qu'ils aient commis leurs crimes. Pour Eichmann, par exemple, c'est un peu tard. Remarquez pourtant que si je l'avais à ma merci, je ne le condamnerais pas à mort. Je l'enverrais seulement dans un camp de redressement où il serait soigné en travaillant. J'espérerais toujours qu'il puisse être récupérable, bien que ce genre de maladie soit, dans la technique actuelle de la psychologie et de la médecine, plus incurable que le cancer et la folie Nous devons pourtant ne jamais oublier qu'il en a été ainsi pendant longtemps pour les gens mordus par des chiens enragés. Or, un jour, Pasteur a trouvé le moyen de les guérir.*

⁂

F. Leunois était parti pour nous poser des questions « fondamentales » et qu'il estimait embarrassantes. Or vous remarquerez qu'il ne pose plus de questions, si ce n'est à des contradicteurs imaginaires qu'il est impossible de trouver à la « R.P. ».

Le seul point de son paragraphe qu'il soit intéressant — à mon avis — de relever est celui où il dénonce fort justement les gouvernants occidentaux qui, tous plus ou moins, sont confits en dévotion ou en hypocrisie dévote. Cette fois, il ne leur cherche pas d'excuse du côté de la conscience des masses. Il a raison : ces gouvernants sont écœurants. De l'autre côté, nous avions enfin des dirigeants ouvertement athées et matérialistes. Ils avaient à faire la preuve d'une morale supérieure, à isoler l'hypocrisie dans le camp de la « civilisation chrétienne ». Ils ont fait la preuve contraire. Maintenant, les deux Eglises se renforcent mutuellement, en se défiant, en se renvoyant la balle de la mauvaise foi, en échangeant souvent des fidèles.

Puisque ces bergers révolutionnaires étaient des destructeurs de mythes, il eût été bon qu'ils n'en créent pas de nouveaux. Quand ils n'utilisent pas les anciens à leur sauce (celui de la patrie, ou celui de Jeanne d'Arc, par exemple).

La parole est de nouveau à Leunois pour conclure.

LUTTER POUR LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Cette allusion à Pasteur concrétise bien le fond de ma pensée. Il montre clairement que la science peut nous permettre de sortir des faux dilemmes. Aussi le problème primordial, pour moi, est de développer la recherche scientifique, montrer à tout le monde les possibilités immenses qui s'ouvrent à nous si nous savons saisir l'occasion.

Dans l'état présent, sans poser aucune exclusive,

trois grandes voies semblent très prometteuses : l'Automation, l'Astronautique, les Sciences humaines.

L'Automation pour augmenter la productivité et libérer les hommes de leurs tâches matérielles absorbantes.

L'Astronautique pour s'évader de la planète Terre, étudier le cosmos au delà de l'écran atmosphérique et répondre peut-être aux problèmes qui hantent l'esprit humain.

Les Sciences humaines pour se connaître, apprendre à vivre en société et atteindre la vraie libération. A ce sujet, je citerai une mise au point qui me semble caractéristique : l'accouchement sans douleur. Devant les souffrances de l'enfantement nécessaire, les Russes ont pris la voie d'instruire la femme du travail qu'elle doit fournir et de la libérer ainsi de souffrances inutiles par une prise de conscience. Pouvez-vous me citer une solution qui respecte plus la personne humaine ? En attendant, ce n'est ni le « tu enfanteras dans la douleur : des chrétiens, ni l'anesthésie.

Puisse une telle solution être trouvée pour l'enfantement des nouvelles sociétés !

F. LEUNOIS.

⁂

Cet hymne à la gloire de la science est une belle conclusion qui sera aussi la nôtre. Ce n'est pas nécessairement un hymne à la gloire de l'U.R.S.S.

L'accouchement sans douleur est une technique qui a pris naissance en Angleterre. Les Russes ont le grand mérite de l'avoir mise en pratique et de l'avoir répandue. Elle se développe maintenant dans les pays occidentaux (ce qui prouve notamment qu'elle n'est pas liée au régime politico-économique). C'est en effet une « solution qui respecte la personne humaine ». Une autre « solution » qui, à mon avis, est d'un degré supérieur, c'est le contrôle des naissances, le contrôle non seulement par l'Etat, mais par l'individu lui-même, la maternité libre. Voilà quelque chose qui « libère la personne humaine » en la rendant maîtresse, et non plus esclave, d'une des principales fonctions biologiques. Pourquoi l'homme, qui veut dominer la nature, resterait-il, en ce domaine-là, dominé par elle ? Leunois sait bien qu'il ne s'agit pas seulement d'une question qui intéresse la personne humaine, mais que c'est un problème social, l'un des plus aigus de l'humanité contemporaine. Pense-t-il que la théorie et la pratique en usage dans la partie du monde qu'il admire, soient en tous points satisfaisantes ? Il n'y a pas longtemps que Maurice Thorez dénonçait encore comme du « cannibalisme » tout réglementation favorable à la limitation des naissances.

F. Leunois écrit encore avec une majuscule les noms de la nouvelle trinité : Automation, Astronautique, Sciences humaines. Sur la première, les ouvriers feront des réserves. Partout où il y a automatisme, la question est de savoir qui dirige l'automate et dans quel but on l'anime. Au service de qui est l'automate ?

L'astronautique, la conquête de l'espace, voilà de grandes et admirables ambitions humaines qui sont entrées dans la voie de la réalisation. Il est vrai que l'U.R.S.S. est ici à l'avant-garde. Pour se faire une idée exacte, non infléchie par la passion, dans ce domaine exaltant, il suffit de relire l'article que Walusinski a écrit dans notre numéro de mai : « Gagarine et le secret des hommes ».

« Le carburant, c'est le socialisme », a dit Garaudy au récent congrès du parti communiste français. Il faudrait donc en conclure que les Américains sont un peu moins socialistes que les Russes. Car je ne crois pas que Leunois pense sérieusement que l'U.R.S.S. a le monopole de la recherche scientifique. Celle-ci est actuellement (pourquoi dis-je : actuellement ?) une activité universelle. Il y a sur ce point, entre les pays, des différences de degré, non de nature. Et l'apport de petits pays n'est nullement négligeable. D'ailleurs, les savants ont montré plusieurs fois — et c'est à leur honneur — qu'ils avaient des nationalités interchangeables.

Et puis personne n'a jamais pensé que le socialisme avait seulement pour but de faire graviter l'homme autour de la Terre, ou même de la Lune. Il a pour but de le faire vivre sur la Terre dans le bien-être et la liberté, double et cependant unique condition. Si vous voulez comparer les mérites respectifs des deux systèmes de gouvernement des hommes et d'administration des choses qui se disputent actuellement notre petite planète, il est insuffisant de le faire dans leurs succès respectifs sur les routes du cosmos. Il faut les confronter aussi sur les chemins terrestres du bien-être et de la liberté des travailleurs. Ici, le nouveau « carburant » n'a pas encore fait ses preuves concluantes. C'est peut-être justement parce qu'il n'est pas le socialisme.

Pour en terminer sur cette question de la Science — et pour, aussi, mettre un terme provisoire à cette vaste discussion — je dirai encore à Leunois que, précisément, l'attitude des dirigeants de l'U.R.S.S. ne me paraît pas toujours scientifique. L'esprit scientifique est indifférent au prestige, à la priorité formelle, à la propagande. Le savant sait que sa découverte est toujours le résultat d'un effort collectif et sans frontières ; que les échecs, plus encore que les succès, font avancer sur la dure route de la connaissance. Non ! Un tel pays qui ne connait pas d'échecs et qui n'annonce que des « exploits » ne joue pas le jeu scientifique.

« Malheureux le pays qui a besoin de héros ! » qui dit cela ? C'est Bertolt Brecht — un auteur que Leunois ne récusera pas — qui le met dans la bouche de Galilée, le grand physicien et astronome toscan auquel Leunois a fait, en commençant, une allusion imprudente. Oh ! nous n'avons pas la prétention exorbitante de marcher sur les traces de Galilée. Ce n'est que comme hérétiques conscients — et insuffisamment organisés — que nous pouvons un peu nous rattacher à lui. Mais, plus encore, nous sommes attachés à Durandart, Smith, Fridolin, Popov et Mohammed, tous descendants du singe anthropoïde, humbles artisans des petites lignes de l'histoire et qui voudraient bien finir par en dégager « des grandes lignes », différentes de celles que l'on a jusqu'à maintenant connues, c'est-à-dire la guerre, l'inégalité et la tyrannie.

LE NOYAUTEUR.

Castro, "chef suprême"

D'un reportage de Zell Rabin paru dans le journal américain peu suspect de sympathies révolutionnaires, le New-York Herald Tribune *(6 juin* 1961) :

Le premier ministre Fidel Castro est solidement installé à Cuba, comme un chef incontesté. C'est lui qui fournit l'élan et l'enthousiasme, les idées et la direction, à la révolution cubaine.

Les diplomates occidentaux présents à La Havane nient qu'il ne soit plus le seul dirigeant de Cuba ou qu'il ne soit qu'un instrument des soviets. Il reste celui qu'on désigne comme le « Chef Suprême » ; un dictateur qui jouit du support moral de son peuple.

« Il se peut que Cuba devienne bientôt un pays communiste », déclarait un diplomate, « mais Castro ne sera jamais un homme de parti. C'est un homme non-conformiste, indiscipliné, et qui est entièrement convaincu que seul il peut conduire Cuba au socialisme ».

Parmi nos LETTRES

SUR LE PARTAGE DE LA POLOGNE

De Henri BAUD, de Pully (Suisse).

Nous avons, en Suisse romande, un « Bulletin » d'un comité d'action civique, entièrement consacré à l'anticommunisme. Des journaux bourgeois lui reprochent de ne pas vivre du seul produit de ses abonnements. Or, je suis peiné de trouver dans la « R.P. » des affirmations téméraires identiques à celles paraissant dans ce « Bulletin ». Un exemple : R.P. de mai, p. 16-112 : « ... Le partage de la Pologne par l'U.R.S.S. et l'Allemagne hitlérienne ». Or, les cartes de géographie et les documents sont formels. La frontière polono-russe actuelle suit la ligne Curzon, au nom de l'homme d'Etat anglais qui l'a établie. La ligne Curzon fut adoptée par Clemenceau, Lloyd George et Wilson, lors de la création de la Pologne par la Société des Nations après la première guerre mondiale (conférences de 1918-1919). A Yalta 4-11 février 1945), Churchill, Roosevelt, Staline acceptèrent la ligne Curzon comme frontière définitive polono-russe.

Autre affirmation de la « R.P. », même page, où il est question de « la responsabilité russe dans le déclenchement de la guerre en 1939 par le pacte Hitler-Staline ». Opposons à cela la déclaration Churchill, dans son discours à la Chambre des Communes le 10 décembre 1948 : « Ce n'est pas Staline qui est le fauteur de guerre ou le responsable de l'actuelle tension Est-Ouest. »

Conclusion : Dans les polémiques entre camarades, serrons la vérité et tenons-nous-en aux documents et aux faits prouvés.

Décidément, quelques jeunes et quelques vieux s'associent en ce moment pour nous reprocher notre anticommunisme et nous assimiler aux journaux qui « ne vivent pas du seul produit de leurs abonnements ! ».

Pour répondre à notre lecteur suisse, nous nous contenterons de faits.

Il ne s'agit pas de savoir quelle est la frontière actuelle entre la Russie la Pologne, étant donné que la défaite d'Hitler a empêché tout partage entre lui et la Russie. Par contre, après la défaite de la Pologne en 1939 par les forces conjuguées de Hitler et de Staline, ceux-ci se partagèrent bien la Pologne en en occupant chacun une partie, et je ne sache pas que le Conseil Mondial de la Paix (ou plutôt son prédécesseur) ait alors jamais protesté.

Deuxième point : nous ne nous occupons pas de ce que Churchill disait de Staline en 1948 (il y a ce que Churchill dit en 1948, et il y a ce qu'il pense en général). Nous parlons du déclenchement de la guerre en septembre 1939. Qui niera que le pacte Hitler-Staline a permis à Hitler d'attaquer la Pologne et de narguer l'Angleterre et la France du moment qu'il était tranquillisé du côté de l'U. R.S.S. ?

Un dernier mot : où Baud peut-il bien voir, dans ce rappel de faits évidents qui ne concernent que les agissements des maîtres de l'U.R.S.S. « une polémique entre camarades » ? Nous continuerons, comme nous le conseille Baud, à utiliser notre mémoire pour « serrer la vérité ».

SUR UN ARTICLE DE LOUZON

D'Eugène LACROUTS, de Caen :

Félicitations sur le dernier article de Louzon qui a toujours devancé l'information, même celle du « Canard Enchaîné », mon autre informateur quand il s'agit de l'Algérie.

Il y a des années qu'il nous a rappelé les 130 ans qui ont exploité l'Algérie et ses travailleurs, avant de nous annoncer la deuxième guerre d'Algérie alors que tout le monde n'attendait que la fin problématique de la première.

Je lui souhaite de voir la fin des deux sans perdre la tribune que lui donne la R.P. Et pour aider à la lui conserver, je régularise mon réabonnement, avec un peu de retard et avec une rallonge pour parer aux défections.

RECTIFICATION

De Jean DUPERRAY (Loire) :

Non. Ce n'est tout de même pas aux activités P.U.M.S.U.D. ou « Union des Syndicalistes » dans la Loire, que j'ai collé le titre d'imposante mobilisation ouvrière. C'est bien au déferlement de 30.000 manifestants dans les rues de Saint-Etienne et aux masses proportionnelles dans tous les grands centres industriels du département. Je n'ai pas omis de signaler non plus l'orientation de la manifestation commune. La formule de Mathevet (de l'U.D. C.F.T.C.) lancée du haut du balcon de la Bourse du travail donne bien le ton qui fut celui de tous les orateurs syndicaux : « Monsieur Debré, cette grève n'est pas votre grève ! ».

D'autre part, je n'ai pas parrainé plus particulièrement auprès de la « R.P. », comme on pourrait le croire à la lecture des longs extraits cités sous mon nom, la seule activité de l'U.D.-F.O., malgré mon amitié pour ses militants.

Dans la masse de documents que j'ai expédiés, je comprends que les camarades de la « R.P. » aient eu tendance à cisailler pour monter en épingle « les exemples trop rares, selon leur propre formule, où les syndicats F.O. luttent vraiment », *mais je ne voudrais pas qu'on puisse en conclure que j'ai manqué d'objectivité dans le compte rendu des réactions de la Loire.*

Je voudrais ajouter aussi que la section P.U.M. S.U.D. de la Loire ne se porte pas trop mal. Parrainée par sept syndicats importants *représentant* plus de 4.000 syndiqués, *elle compte plus particulièrement* 614 adhérents individuels, *autonomes,* C.G.T., et Force Ouvrière.

A travers les LIVRES

L'EXIL INTERIEUR

de Miguel de Salabert

(Ed. Julliard - Les Lettres Nouvelles)

Ce livre écrit par un jeune Espagnol est un terrible réquisitoire contre la société obscurantiste, née de la guerre civile, et marquée, dès les premières heures du signe du pourrissement intérieur. Ramon, le Héros, fils des vaincus, si tant est qu'il y ait eu vraiment des vainqueurs, cherche, par-delà le misérable décor quotidien, malgré l'air pollué qui empoisonne l'atmosphère, la lâcheté des uns, l'égoïsme des autres, des raisons d'espérer en l'avenir. Férocité et tendresse, émotion et révolte brutale mêlent ici leurs rythmes et leurs flammes. Plus et mieux qu'un témoignage, où le singulier rejoint le pluriel, ce roman renoue avec la grande tradition de la littérature picaresque espagnole, à laquelle nous devons « Don Quichotte ». Aujourd'hui où les jeunes écrivains d'outre-Pyrénées semblent se diriger vers un art réaliste et analytique, souvent sous l'influence des Américains, cette tentative est assez particulière pour qu'on la signale.

LIBRE MATERNITE

par le Dr Albert Ladret

(Editions du Dôme, 285, cours Lafayette à Lyon).

Nous avons reçu un exemplaire de ce nouvel ouvrage avec une très amicale dédicace de son auteur.

Le titre même du livre révèle à la fois son objet et sa philosophie. Il vient à une heure où l'on a besoin de lui. Sa parution coïncide avec le dépôt, par le groupe socialiste de l'Assemblée nationale, d'une proposition de loi sur la diffusion légale des moyens d'éviter la grossesse. L'extrait de la table des matières que nous publions ci-dessous suffira, nous le pensons, à retenir l'intérêt de nos lecteurs

et à les inciter à se procurer et à consulter l'important travail de notre camarade Ladret :

Anatomie et physiologie des organes génitaux.
Interruption naturelle de la grossesse et pathologie de la grossesse.
L'avortement thérapeutique.
L'avortement provoqué.
Moyens employés par l'espèce humaine pour éviter les grossesses :
— La contraception.
— La méthode Ogino.
— Les drogues génicides.
— La stérilisation.
L'opinion française devant les problèmes de l'avortement et de la contraception.
La démographie française.
La situation des familles.

BURITI

de João Guimarães Rosa
(Ed. du Seuil)

Ce roman, qui a pour cadre le sertão, plaine centrale du Brésil, est divisé comme une fresque en six panneaux, dont trois nous sont aujourd'hui donnés dans une excellente traduction. Ce monde du sertão ressemble au Paradis terrestre, à la végétation exubérante, et l'homme qui l'habite a les traits d'un Adam qui doit tout inventer et nommer ce qui l'entoure. Ici, c'est encore la pureté absolue qui règne, sous la protection du buriti, le palmier, l'arbre symbole. La dénomination de roman convient mal à ce grand flot verbal charriant la boue et les astres, au bout duquel, si nous n'opposons aucune résistance de l'esprit rationaliste qui est le nôtre, nous redevenons, nous aussi, partie intégrante de cette folle création édénique, parcelle de soleil et d'argile.

POESIE LA VIE ENTIERE

de René Guy Cadou
(Les Amis de Rochefort)

Cette année, nous commémorons le dixième anniversaire de la mort de René Guy Cadou qui disparut à l'âge de 31 ans, laissant une œuvre qui, si elle demeure inachevée, n'en possède pas moins un caractère exemplaire. Pour situer brièvement cette œuvre et son auteur, disons que Cadou a réussi le miracle de faire, sans rien renier des conquêtes acquises et de la volonté d'émancipation qui anime depuis Baudelaire et Rimbaud l'histoire poétique moderne, une œuvre profondément humaine, attentive aux tragédies et aux rêves de notre temps, à ses misères et à ses espoirs. Une immense tendresse pour les personnes, les bêtes, les forêts, les sources et les astres, la croyance en un dieu élémentaire, le don de l'enfance sauvegardée, participent à des poèmes bruissant d'amour et de fraternité, parcourus par les vents de la liberté. Cette fraternité, ce besoin de rassembler plutôt que diviser, font de Cadou un poète naturellement « révolutionnaire », plus que certains braillards qui croient avoir tout dit parce qu'ils ont écrit une « ode triomphale en l'honneur du spoutnik ». Cadou n'oublia jamais que la poésie est au service des opprimés et des offensés, où qu'ils se trouvent, et non point d'une idéologie quelconque, quoi qu'en dise M. René Lacôte, des « Lettres Françaises », qui voit rouge trop facilement. Félicitons Jean Bouhier d'avoir réédité, en un gros volume, les premières plaquettes de Cadou, où la jeunesse affirme déjà son beau talent :

CŒUR A L'OUVRAGE

Tout s'éclaire
L'œil fait éclater sa paupière
La main quitte son gant de mousse
Au soleil de jeunes pousses
De vieilles peaux dans les greniers
Et les hommes sortent nus
Personne ne se reconnaît plus
Il n'y a plus de haine
On vit au jour le jour
Et tout le temps perdu
Est gagné pour l'amour.

Lire René Guy, c'est une chance de croire à la vie.

André LAUDE.

UNE EMISSION DE RADIO-MOSCOU :

Jeanne d'Arc, symbole de la lutte pour l'indépendance nationale !

Sous le titre magnifique ci-dessus, Radio-Moscou a donné en langue française, le 10 mai dernier, à 21 heures, et par la voix de la citoyenne Raissa Kaganova, un morceau de bravoure dont on va lire quelques échantillons.

Il y a 530 ans, à Rouen, de féroces fanatiques brûlèrent Jeanne d'Arc au bûcher. Le roi Charles VII trahit l'héroïne du peuple français, la livrant aux Bourguignons qui, eux, la vendirent aux Anglais pour 40.000 francs, prix établi normalement pour la tête d'un roi.

Pourquoi Charles VII a-t-il commis cet acte ? Parce que, comme l'écrivait Marx, cette jeune paysanne était la bête noire du parti royaliste aristocratique. Mais pour le peuple français, pour les simples gens de France, Jeanne d'Arc était et restera à jamais leur héroïne préférée, le symbole impérissable de la lutte pour l'indépendance nationale.

Jeanne d'Arc a pu diriger la lutte de son peuple contre les envahisseurs anglais, car dans cette heure si pénible pour la France, elle a incarné le meilleur trait du caractère populaire, un ardent patriotisme et la haine envers les envahisseurs, un courage extraordinaire, un grand talent d'organisateur. Cependant, Jeanne d'Arc ne fut pas la seule qui se soit distinguée pendant la guerre de Cent ans. Des chroniques françaises évoquent d'autres remarquables héros qui prirent part à la lutte contre les envahisseurs anglais. Jeanne d'Arc n'était donc pas une exception, mais l'incarnation la plus éclatante du patriotisme et de l'héroïsme de tout un peuple. C'est pourquoi l'image de Jeanne d'Arc vit et vivra pendant des siècles dans le cœur du peuple français, l'inspirant aux heures pénibles pour la patrie...

Chaque fois que la patrie, la république et la démocratie étaient menacées, le peuple français se levait à leur défense. Ce fut le cas aussi dans la période de l'occupation nazie. Dès les premiers jours, le mouvement de la résistance se développa dans le pays. Il a donné des héros tels que Danielle Casanova et de nombreux autres jeunes gens et jeunes filles dont le cœur, comme celui de Jeanne d'Arc, nourrissait le feu sacré du patriotisme.

Après la fin de la deuxième guerre mondiale, le reflet du bûcher de Jeanne d'Arc a touché aussi l'âme de la glorieuse fille du peuple français, Raymonde Gien. Exprimant les vœux de tout le peuple, cette femme courageuse s'est jetée à la tête d'un train chargé de chars blindés, l'empêchant de partir. Cet exploit disait : A bas la guerre, la guerre coloniale, la guerre sous toutes ses formes. Le peuple est assoiffé de paix...

Nous pourrions nous contenter de la formule habituelle : ce texte se passe de tout commentaire. Nous pouvons aussi le placer à la suite de l'interminable chapitre intitulé : Comment on écrit l'histoire. On sait que les faits mêmes qui sont à la base de la légende de Jeanne d'Arc sont au moins contestables, que la personnalité même de Jeanne est discutée par des historiens sans parti pris. « L'Ecole Emancipée » a rappelé récemment les controverses qui continuent sur l'histoire de Jeanne d'Arc. Mais ce n'est pas ce qui est important aujourd'hui. Nous discutons dans ce numéro sous le titre : « Les grandes lignes de l'histoire » avec un jeune lecteur qui a des sympathies pour la façon dont les communistes russes conduisent les masses et fabriquent l'histoire. Le texte ci-dessus doit être pris comme un agréable complément, illustrant de façon significative une partie des réponses que nous lui avons faites. Mais peut-être pensera-t-il que ce morceau édifiant fait partie d'un jeu nécessaire et qu'il convient à la propagande parmi de petits hommes, descendants immédiats des singes anthropoïdes ? Tout en nous s'insurge contre ça !

LES FAITS DU MOIS

LUNDI 1er MAI. — Fidel Castro proclame Cuba république socialiste.

MARDI 2. — Le général Nicot, major général de l'Armée aux arrêts de forteresse.

Fidel Castro reçoit le prix Lénine de la Paix.

MERCREDI 3. — Dissolution de l'Ordre des avocats d'Alger. Suspension sine die de l'Echo d'Alger.

Suspension de 27 conseillers généraux et de 12 maires algériens.

Visite de Bourguiba aux Etats-Unis.

Le Ghana, la Guinée et le Mali créent une Union des Etats africains.

VENDREDI 5. — Journée revendicative de la métallurgie.

Vol spatial du commandant américain Shepard.

Augmentation de l'aide militaire américaine au Sud-Vietnam.

SAMEDI 6. — Le général Zeller se constitue prisonnier à Alger.

LUNDI 8. — Le général Faure inculpé de complot.

Conférence interafricaine à Monrovia.

Extension de la peine de mort en U.R.S.S. aux « pillards des biens de l'Etat ».

MARDI 9. — Grèves à la S.N.C.F. et à la R.A.T.P.

MERCREDI 10. — Grève à l'usine Renault du Mans.

JEUDI 11. — Nouvelles grèves dans la métallurgie et les services publics.

Le Parlement belge a investi le gouvernement social-chrétien-socialiste.

On annonce un pacte Fidel Castro - Trujillo.

VENDREDI 12. — A Saint-Denis, congrès du Parti Communiste.

A Royan, congrès du M.R.P.
Manifeste de l'opposition portugaise.

SAMEDI 13. — Nouveaux attentats au plastic à Paris.

LUNDI 15. — Waldeck Rochet est nommé secrétaire général adjoint du Parti Communiste.

Série d'attentats en Algérie et en France pour l'anniversaire du 13 mai.

MARDI 16. — Coup d'Etat militaire en Corée du Sud.

Ouverture à Genève de la conférence sur le Laos.

MERCREDI 17. — Démission du gouvernement libanais.

Révocation en U.R.S.S. du Président de l'Académie des Sciences.

JEUDI 8. — Grèves de la S.N.C.F., la R.A.T.P., l'Eclairage de France.

VENDREDI 19. — Ouverture à Issy-les-Moulineaux du congrès socialiste.

SAMEDI 20. — Ouverture à Evian de la conférence franco-algérienne.

Trêve unilatérale des combats décidée par le gouvernement français.

Décrets autorisant réquisition des personnels des services publics.

Les fonctionnaires décident la grève pour le 6 juin.

DIMANCHE 21. — Nombreuses explosions de plastic et de grenades en Algérie.

LUNDI 22. — Violences raciales à Alabama (Etats-Unis).

Démission du président de la région autonome de Sicile.

Rencontre en Allemagne du président de Gaulle et du chancelier Adenauer.
Embuscade F.L.N. à Miliana (Algérie) : 11 militaires tués et 16 blessés.

MARDI 23. — Fidel Castro propose d'échanger des prisonniers américains contre 500 tracteurs agricoles.

MERCREDI 24. — A Paris, visite du Roi des Belges.

JEUDI 25. — En Kabylie, assassinat de sept militaires européens grâce à la complicité des « harkis ».

Ouverture à Casablanca de la conférence syndicale panafricaine.

VENDREDI 26. — Des terroristes attaquent des patrouilles de « harkis » dans les 13e et 18e arrondissements de Paris.

Suspension du doyen de la Faculté des Sciences économiques de Madrid.

DIMANCHE 28. — Ouverture à Ivry du congrès de la C.G.T.

Elections municipales en Italie : légers progrès de la démocratie chrétienne et des communistes.

LUNDI 29. — Procès de Challe et de Zeller devant le Haut tribunal militaire.

Deux policiers tués à Boulogne et à Aubervilliers par des terroristes.

A Tirana (Albanie) 4 condamnations à mort de notables.

MARDI 30. — Accord économique entre les Etats-Unis et la République arabe unie.

Les syndicats de fonctionnaires renoncent à la grève du 6 juin.

MERCREDI 31. — Arrivée de Kennedy à Paris.

Interrogé sur l'éventualité d'un voyage de Khrouchtchev, le président du Brésil se déclare prêt à accueillir tout chef d'Etat qui voudrait lui rendre visite.

La conférence syndicale panafricaine de Casablanca s'est terminée sans parvenir à un accord sur l'affiliation à une internationale.

D'où vient l'argent?

RECETTES

Abonnements ordinaires	409,—	
Abonnements de soutien	290,—	
		699,—
Souscription		70,—
Vente « R.P. »		40,—
Vente des livres et brochures		16,—
Divers		23,—
Total des recettes		848,—
En caisse à fin avril		2.757,55
		3.605,55

DEPENSES

Impression et papier (« R.P. » avril 1961)		1.141,57
Impression et papier (« R.P. » mai 1961)		1.141,57
Frais d'expédition		148,—
Téléphone		48,—
Autres frais généraux		202,85
Total des dépenses		2.681,99
En caisse à fin mai :		
Espèces	3,69	
Chèques postaux	919,87	
		923,56
		3.605,55

J.-L. B... (Seine), 30 ; Marcel Guenec (Seine-et-Oise), 25 ; Eugène Lacrouts (Calvados), 40 ; Albert-Jean Lapaige (Belgique), 25 ; Maximilien Leblanc (Aisne), 60 ; Ferhat Mohammed (Belgique), 25 ; Hugo Rolland (Italie), 50 ; Maurice Vassort (Seine-et-Oise), 35. — Total : 290 n. francs.

LA SOUSCRIPTION

E. Allot (Finistère), 3 ; Bernard Caaubon (Hautes-Pyrénées), 5 ; Mlle H. Christophe (Paris), 5 ; Jean Dô (Paris), 3 ; André Drocourt (Aisne), 1 ; Gamba, 5 ; Paul Giron (Lot), 3 ; Jean-Marie Maleysson (Haute-Loire), 5 ; Louis Mercier (Paris), 20 ; Jacques Métivier (Deux-Sèvres), 5 ; André Moine (Paris), 5 ; Jaime Padros (Rhône), 5 ; Robert Plassat (Seine), 5. — Total : 70 n. francs.